

60
ROME



60 belles histoires





Le 25 mars 2017, les traités de Rome ont 60 ans ! Depuis 1957, l'Union européenne, appelée à ses débuts Communauté économique européenne, agit dans de nombreux domaines pour faire de l'Europe un continent de paix, prospère, respectueux des valeurs humaines, pionnier dans la protection de l'environnement et du climat. Les actions de l'Union européenne ont un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens européens, ce qui n'est pas toujours connu de tous.

Les 60 "belles histoires" que nous vous présentons illustrent quelques-unes des réalisations de l'Union européenne en France. Il s'agit d'exemples de projets, petits et grands, qui ont vu le jour grâce à des financements européens, pour soutenir l'emploi, la croissance ou l'agriculture, ou encore des politiques européennes, par exemple dans le domaine de l'environnement, de la pêche ou de la protection des citoyens. Améliorer l'eau que nous buvons, préserver les espèces protégées, aider la recherche, financer des maisons de santé, accompagner la mobilité, ramener vers l'emploi des jeunes en difficulté et sans formation, sont autant de thèmes sur lesquels l'Union européenne agit chaque jour pour les citoyens.

Évidemment, de nombreux progrès restent encore à faire, mais vous pourrez constater à la lecture de ces "belles histoires" que l'Union européenne est proche de chacun de nous et sait accompagner les initiatives. L'Union européenne finance chaque année des dizaines de milliers de réalisations en France, environ une toutes les 3 minutes !

Bonne découverte et bon anniversaire à l'Europe !

Les "60 belles histoires" que Toute l'Europe vous propose ont été réalisées avec la collaboration des institutions européennes (la Commission européenne, le Parlement européen et la Banque européenne d'investissement) et les autorités françaises (les Conseils Régionaux et l'État).



| | |
|---|----|
| Fiche 01 - Des Maîtres Laitiers à l'assaut de la Chine _____ | 4 |
| Fiche 02 - La Tournerie, ferme collective innovante _____ | 5 |
| Fiche 03 - Aider l'installation en agriculture paysanne _____ | 6 |
| Fiche 04 - Bond'Innov, créateur d'emplois _____ | 7 |
| Fiche 05 - L'Europe sociale, du congé parental au CDD _____ | 8 |
| Fiche 06 - Le logement plus accessible avec le plan Juncker _____ | 9 |
| Fiche 07 - Construction de l'Université des Métiers de l'Artisanat ____ | 10 |
| Fiche 08 - Pour un savoir être dans l'entreprise _____ | 11 |
| Fiche 09 - Ouverture de trois maisons de santé _____ | 12 |
| Fiche 10 - Carte européenne d'assurance maladie _____ | 13 |
| Fiche 11 - Des soins intensifs pour les grands prématurés _____ | 14 |
| Fiche 12 - Construction de l'Hôpital de Cerdagne _____ | 15 |
| Fiche 13 - Téléphonie, la fin des frais d'itinérance _____ | 16 |
| Fiche 14 - Création d'un pôle touristique environnemental et solidaire _____ | 17 |
| Fiche 15 - Agriculture biologique et circuits courts _____ | 18 |
| Fiche 16 - LGV Est-Europe _____ | 19 |
| Fiche 17 - Des starts-ups à l'Université _____ | 20 |
| Fiche 18 - Fonds européen d'aide aux plus démunis _____ | 21 |
| Fiche 19 - Téléphérique de Brest _____ | 22 |
| Fiche 20 - Transformation des eaux usées en gaz de ville _____ | 23 |
| Fiche 21 - La plus grande centrale solaire d'Europe _____ | 24 |
| Fiche 22 - Préservation de la Tortue d'Hermann _____ | 25 |
| Fiche 23 - Pour une pêche durable _____ | 26 |
| Fiche 24 - Parc naturel régional du Quercy _____ | 27 |
| Fiche 25 - Pour une meilleure qualité de l'eau _____ | 28 |
| Fiche 26 - Les Cycles-Re, une nouvelle vie pour les vélos _____ | 29 |
| Fiche 27 - Carbon Dairy, pour réduire l'empreinte carbone du lait ____ | 30 |
| Fiche 28 - EcoBioCap, l'emballage plus sûr et écologique _____ | 31 |
| Fiche 29 - Des bâtiments moins énergivores _____ | 32 |

| | |
|--|----|
| Fiche 30 - Modernisation de l'université d'excellence Unistra | 33 |
| Fiche 31 - Centre européen des textiles innovants | 34 |
| Fiche 32 - MegaWattBlue, cap sur les énergies marines | 35 |
| Fiche 33 - Woaw, des roues légères et esthétiques | 36 |
| Fiche 34 - Mieux traiter les maladies rares | 37 |
| Fiche 35 - Euro-Argo les océans sous surveillance | 38 |
| Fiche 36 - Plan Très Haut Débit | 39 |
| Fiche 37 - Reconstitution des grottes de Lascaux et de Chauvet | 40 |
| Fiche 38 - Le caractère maritime du Mont-Saint-Michel rétabli | 41 |
| Fiche 39 - Ouverture du musée du Louvre-Lens | 42 |
| Fiche 40 - Prix Lux, le film européen à l'honneur | 43 |
| Fiche 41 - Marseille Capitale européenne de la culture | 44 |
| Fiche 42 - Bibliothèque numérique Europeana | 45 |
| Fiche 43 - Erasmus + | 46 |
| Fiche 44 - Aider les jeunes en difficulté grâce au service volontaire européen | 47 |
| Fiche 45 - Les orchestres d'enfants Démos | 48 |
| Fiche 46 - L'Ecole de la 2e chance | 49 |
| Fiche 47 - Le mandat d'arrêt européen | 50 |
| Fiche 48 - Des équipes communes face au crime sans frontières | 51 |
| Fiche 49 - Brigades et commissariats européens | 52 |
| Fiche 50 - Corps européen de gardes-frontières | 53 |
| Fiche 51 - Surveiller les frontières avec le patrouilleur Jean-François Deniau | 54 |
| Fiche 52 - Hébergement des demandeurs d'asile | 55 |
| Fiche 53 - Réinstallation des réfugiés syriens | 56 |
| Fiche 54 - Qwant, le moteur de recherche européen | 57 |
| Fiche 55 - Villes jumelées, pour une Europe citoyenne | 58 |
| Fiche 56 - Accompagner des jeunes femmes entrepreneurs | 59 |
| Fiche 57 - Accord de Paris sur le Climat | 60 |

| | |
|---|----|
| Fiche 58 - Lutte contre les déchets plastiques _____ | 61 |
| Fiche 59 - Conseil européen de la recherche _____ | 62 |
| Fiche 60 - Surveiller l'environnement avec le programme spatial Copernicus _____ | 63 |
| Fiche 61 - La centrale biomasse à Cacao _____ | 64 |
| Fiche 62 - Natura 2000 le réseau d'espaces naturels _____ | 65 |
| Fiche 63 - Préservation du rôle des genêts _____ | 66 |
| Fiche 64 - La Réunion à la pointe de la recherche et de l'innovation _ | 67 |
| Fiche 65 - HandiFly Euro Challenge _____ | 68 |
| Fiche 66 - Des terroirs protégés par l'Europe _____ | 69 |
| Fiche 67 - Erfolg ohne Grenzen ou réussir sans frontière _____ | 70 |



60 *belles
histoires*



A la conquête du monde

La coopérative les Maîtres Laitiers du Cotentin part à l'assaut du marché chinois

Grâce à des financements européens, la coopérative des Maîtres Laitiers du Cotentin construit actuellement la plus grande usine agro-alimentaire de France, à Méautis (Manche). Destinée à la fabrication de lait infantile, cette usine permettra de renforcer les capacités d'exportation de la coopérative, qui a remporté un appel d'offres d'un distributeur chinois. Ce contrat s'étale sur plus de 10 ans et prévoit l'exportation de 700 millions de briquettes de lait de 20cl par an.

Un tremplin de développement

La construction de cette nouvelle unité de production est un tremplin de développement à l'international pour la coopérative des Maîtres Laitiers du Cotentin. Elle commercialise du lait provenant d'environ 1 000 exploitations agricoles, soit 15 % du marché français. Cette nouvelle usine permettra d'assurer le développement de l'entreprise et également de moderniser la production d'une série de produits comme la crème et le beurre AOP Isigny-Sainte-Mère.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le financement de la Banque européenne d'investissement (BEI) accordé à des conditions financières attractives a été un catalyseur pour ce projet, représentant 43 % du coût global. Il s'inscrit dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe (« plan Juncker ») dont l'objectif est de relancer l'investissement, de soutenir la compétitivité et de stimuler la croissance et la création d'emplois dans le secteur agroalimentaire.



CHIFFRES CLES

- Plan d'investissement pour l'Europe :
- enveloppe de 315 milliards d'euros entre 2015 et 2017
- Coût total du projet : 128 millions d'euros dont 43 % de prêt de la BEI
- Production et exportation de 700 millions de briquettes de lait de 20cl par an
- Impact social et économique : création de 200 emplois durables

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

Film sur le plan Juncker en France : [ici](#)



60 belles histoires



L'agriculture paysanne, une démarche d'avenir

La Tournerie est une ferme collective aux méthodes innovantes
et respectueuses de l'environnement

11 jeunes âgés de 25 à 30 ans, diplômés d'une école supérieure d'ingénieurs agronomes, se sont associés pour créer une ferme collective à Coussac-Bonneval, en Haute-Vienne. L'exploitation, qui s'étend sur 83 hectares, produit des fruits, des légumes, des fromages, de la viande de porc, du pain et de la bière biologiques. Elle s'appuie sur des outils performants : 3 serres de 1 500 m² avec un système d'irrigation autonome et 6 ateliers de production (brasserie, boulangerie avec four à pain et moulin, fromagerie, laboratoire de transformation, chèvrerie et atelier de traite).

Autogestion et autosuffisance

Avec cette ferme autogérée, plus de gaspillage alimentaire ! Les déchets de légumes et de fromages servent à nourrir les animaux. Les 18 hectares de céréales assurent une autosuffisance alimentaire et permettent de nourrir tous les occupants. Le fumier des animaux est réutilisé comme engrais pour la culture des légumes. Résultat : des méthodes innovantes et respectueuses de l'environnement, qui ont permis d'investir dans du matériel agricole neuf, d'aménager l'espace pour l'élevage et la culture et de créer 17 emplois.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Ce projet a bénéficié d'un cofinancement de l'Union européenne, par le biais du fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), qui soutient notamment des projets d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs, de conversion à l'agriculture biologique et d'accès aux services en milieu rural. En France, de nombreux projets similaires de conversion à l'agriculture biologique ont été soutenus par l'Union européenne grâce au FEADER.



CHIFFRES CLES

- Le FEADER en France :
 - une enveloppe de 11,3 milliards d'euros pour 2014-2020
- Coût total du projet : 27 110 euros dont 25% cofinancés par le FEADER
- 17 emplois créés

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



Favoriser l'émergence du « paysan créatif »

La Coopérative d'installation en agriculture paysanne aide les agriculteurs
à mettre en œuvre leurs projets

Basée à Nantes, la Coopérative d'installation en agriculture paysanne (CIAP) accompagne les porteurs de projets en voie d'installation. Grâce à la formation, la CIAP les aide à construire leur projet sur un territoire et à le mettre en œuvre progressivement. Elle offre notamment une formation de 1 820 heures dispensée sur une durée d'un an : l'atelier « paysan créatif ». La coopérative les aide aussi à choisir leur outil de production, à finaliser leur dossier d'installation et à mobiliser les financements et les circuits de commercialisation nécessaires au développement de leur activité.

Un soutien humain et financier

Les agriculteurs ont aussi l'opportunité d'avoir le soutien d'un paysan référent à proximité de leur site. Ils peuvent également s'installer dans le cadre d'une coopérative d'activité et d'emploi afin de percevoir un salaire et bénéficier de la couverture sociale d'un salarié classique, avec un dispositif de financement des investissements de mise en place du site. L'aide apportée par la CIAP est donc décisive pour réussir une installation en agriculture paysanne.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La CIAP, comme des dizaines de milliers de projets en France, est en partie cofinancée par le Fonds européen agricole du développement rural (FEADER) qui constitue le second pilier de la Politique agricole commune. L'apport de l'Union européenne sur ce type de projets représente un effet de levier indispensable. C'est un financement décisif pour favoriser l'installation, l'investissement et le montage de projets partagés. La démarche d'agriculture de proximité mise en place par la CIAP essaime dans plusieurs régions françaises et européennes.



CHIFFRES CLES

- Le FEADER en France :
 - une enveloppe de 11,3 milliards d'euros sur 2014-2020
- La CIAP : 80 porteurs de projets formés en 2016 dans les Pays de la Loire
- Âge moyen : 35 ans ; +50% sont des femmes
- Sur les 80 stagiaires formés à l'année, 50 % trouvent un emploi directement à la sortie du stage et 80 % s'installent 2 ans après la formation ; 93 % des personnes formées disposent d'une activité salariée

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union œuvre pour une économie sociale de marché, hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social.

60
ROME



60 belles histoires



Bond'Innov, incubateur de réussites

En six ans, Bond'Innov, incubateur de projets innovants, a accompagné le développement de 25 start-ups et créé des dizaines d'emplois qualifiés en Seine-Saint-Denis

Bond'Innov est un incubateur qui accompagne entrepreneurs et entreprises innovantes en Ile-de-France et à l'international. Spécialisé dans les domaines de la santé, des biotechnologies, de l'environnement et de l'agriculture, Bond'Innov apporte aide financière, conseils personnalisés, hébergement, mise en réseau de partenaires scientifiques, ainsi qu'un accompagnement vers la sortie de l'incubateur.

Une dynamique économique dans un territoire fragile

Les entrepreneurs sont sélectionnés pour le potentiel de développement de leurs projets en termes de création d'emplois et de dynamique économique en Seine-Saint-Denis. Tourné vers les pays en voie de développement, Bond'innov développe aussi la coopération et les échanges scientifiques et économiques avec les pays du Sud, grâce à des relais locaux. Situé dans un territoire urbain fragile, Bond'Innov bénéficie d'un soutien des autorités publiques

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Par le biais du Fonds européen de développement régional (FEDER) l'Union européenne apporte une contribution significative à Bond'Innov, comme aux autres incubateurs en France, au titre de la politique de cohésion. Cette politique vise à réduire les écarts de développement entre régions européennes en appuyant la création d'emploi, la compétitivité des entreprises, la croissance économique, le développement durable et l'amélioration de la qualité de vie des habitants.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
 - une enveloppe de 8,4 milliards d'euros entre 2014 et 2020
- Bond'Innov :
 - budget de 1,5 million d'euros en 2016/2017 dont 44 % du FEDER
- Depuis 2011 l'incubateur a accompagné 41 projets innovants, dont 25 start-ups

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

L'Union reconnaît et promeut le rôle des partenaires sociaux à son niveau, en prenant en compte la diversité des systèmes nationaux. Elle facilite le dialogue entre eux, dans le respect de leur autonomie.

60
ROME



60 belles histoires



Les avancées de l'Europe sociale

Du congé parental au temps de travail, les acquis sociaux passent aussi par des accords européens pour une protection renforcée des salariés

Quel point commun entre les conditions de travail des pêcheurs, les droits contractuels des footballeurs et la santé au travail des coiffeurs ? Tous ces secteurs ont fait l'objet d'accords au niveau européen. Parallèlement à la mise en place du marché commun, un dialogue social s'est organisé, permettant aux organisations d'employeurs et de salariés de définir certaines règles sociales en commun.

Entre partenaires sociaux européens

L'acquis social européen est aujourd'hui composé d'un ensemble de directives européennes issues de la consultation des partenaires sociaux européens. C'est le cas notamment en matière de santé et de sécurité au travail, ou des accords directement négociés entre les partenaires sociaux européens. Ces accords peuvent être d'application obligatoire comme pour le congé parental, le travail à temps partiel et les contrats à durée déterminée. Ou bien d'application volontaire par les partenaires sociaux nationaux à l'instar de l'accord sur le stress au travail. Des accords ont aussi été négociés par branche, tels que ceux relatifs au temps de travail dans les secteurs des transports ferroviaires, maritime et aérien.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le dialogue social européen permet aux partenaires sociaux représentant les employeurs et les salariés de contribuer de manière significative à la définition des normes sociales européennes. Organisé avec les autorités publiques (Commission, Etats) ou entre les partenaires sociaux, le dialogue social européen produit depuis 25 ans des résultats considérables pour la protection des travailleurs.



CHIFFRES CLES

- 7 accords-cadres européens conclus au niveau interprofessionnel
- 40 comités du dialogue social sectoriel couvrant 145 millions de travailleurs de 6 millions d'entreprises dans les États membres de l'Union européenne

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et la stabilité des prix.



60 belles histoires



Plus de logements intermédiaires

Le Plan Juncker soutient l'accès au logement des classes moyennes

Par un financement de 500 millions d'euros accordé à la Société Nationale Immobilière (Caisse des dépôts et consignations), la Banque européenne d'investissement (BEI) soutient la construction de logements intermédiaires en zone tendue. D'ici 2019, 13 000 seront construits, avec des loyers inférieurs de 15 à 20 % par rapport au marché. Les logements intermédiaires sont aujourd'hui le chaînon manquant entre le logement social et le logement privé, en vue de l'accession à la propriété. Logements neufs répondant aux dernières normes environnementales, ils sont situés en zones métropolitaines, au plus près des bassins d'emplois.

700 chantiers lancés en 2016

Cette nouvelle offre locative doit apporter une réponse durable aux difficultés des classes moyennes face à l'accès au logement, notamment dans les grandes villes. Pour la seule année 2016, plus de 700 chantiers ont été lancés et 20 ont déjà été réalisés, comme celui de Sucy-en-Brie dans le Val-de-Marne ou encore la résidence « Made in Méditerranée » au cœur de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui sera pourvue de 31 logements intermédiaires.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Il s'agit du deuxième financement de la BEI en faveur du logement intermédiaire en France (total d'un milliard d'euros). Ce nouveau financement bénéficie de la garantie européenne dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe, ou « plan Juncker », dont l'objectif est de relancer l'investissement et de stimuler la croissance et la création d'emplois.



CHIFFRES CLES

- Plan d'investissement pour l'Europe :
 - enveloppe de 315 milliards d'euros entre 2015 et 2017
- Logements intermédiaires :
 - financement européen de la BEI de 500 millions d'euros
- Construction de 13 000 logements intermédiaires d'ici 2019 avec des loyers inférieurs de 15 à 20 % par rapport au marché
- Impact économique : création de 16 900 emplois dans le secteur du BTP

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

Film sur le plan Juncker en France : [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union promeut la cohésion économique, sociale et territoriale et la solidarité entre les États membres.



Se former tout au long de la vie

L'Université des métiers de l'artisanat de la Guadeloupe forme chaque année plus de 800 apprentis aux métiers de l'artisanat

Depuis 2012, l'Université régionale des métiers de l'artisanat (URMA), installée à Saint-Claude en Guadeloupe, offre un grand nombre de formations destinées à un public varié : jeunes en apprentissage, étudiants, chefs d'entreprises artisanales et salariés. C'est pour son engagement en faveur de l'amélioration des conditions matérielles de formation et de l'apprentissage tout au long de la vie, que l'Université est soutenue par l'UE.

Du CAP au Brevet de Maîtrise

Pouvant accueillir jusqu'à 825 apprentis, elle propose une formation aux métiers des arts, notamment dans les domaines de l'artisanat à visée touristique, de la mode, des services à la personne, des métiers de bouche et de l'hygiène. Elle délivre des diplômes de CAP, brevet professionnel, brevet de technicien, brevet de maîtrise ou encore le titre professionnel d'entrepreneur de la petite entreprise. Afin de s'intégrer au mieux dans le paysage de Saint-Claude et dans un souci de respect de l'environnement, la construction de l'université a été réalisée selon une démarche de Haute Qualité Environnementale.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'Université des métiers de l'artisanat a bénéficié d'un soutien de l'Union européenne, par le biais du fonds européen de développement régional (FEDER), qui cofinance notamment des projets d'infrastructures et de construction de bâtiments publics. En France, des projets de même envergure ont été soutenus par l'Union européenne grâce au FEDER.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
- une enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Budget total du projet : 24,5 millions d'euros, dont 40 % du FEDER
- Plus de 800 apprentis formés chaque année
- 6 577 m² dédiés à la formation professionnelle

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social.



60 belles histoires



Le savoir être, un atout pour l'emploi

« A'VENIR être en entreprise »

accompagne les jeunes demandeurs d'emploi pour une meilleure intégration dans l'entreprise

« A'VENIR être en entreprise » est un dispositif développé depuis fin 2006 par le Mouvement des Entreprises du Val d'Oise. Il a pour but de faciliter le recrutement de jeunes demandeurs d'emploi (niveau CAP à BAC+2) issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville ou en difficulté d'insertion professionnelle. Le projet offre aux participants une formation de 140 heures, suivie de 35 à 70 heures en entreprise via un stage d'immersion sur participation volontaire du stagiaire. Un suivi post-formation est assuré durant 3 à 6 mois afin de soutenir le stagiaire dans sa recherche d'emploi.

Une initiative récompensée

L'objectif de l'action est de développer les compétences comportementales et l'employabilité des jeunes, afin qu'ils puissent intégrer durablement l'entreprise. Ce projet a reçu le Trophée d'or lors de l'édition 2016 du concours du ministère en charge de l'emploi « Les trophées des Initiatives FSE », dans la catégorie « Emploi des jeunes ».

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'insertion des jeunes les plus éloignés du marché du travail est l'une des priorités de l'Union européenne, qui soutient des milliers de projets de ce type en France. Le Fonds social européen (FSE) est fortement mobilisé pour répondre à cet objectif, en complément de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) qui se fixe pour cible de ramener 365 000 jeunes vers l'emploi d'ici 2018. La France bénéficie de 310 millions d'euros de l'IEJ, ce qui la place au 3^{ème} rang derrière l'Espagne et l'Italie.



CHIFFRES CLES

- Le FSE en France :
 - une enveloppe de 6 milliards d'euros entre 2014 et 2020
- Le FSE en France :
 - une enveloppe de 310 millions d'euros sur 2014-2018
- Budget total du projet : 394 852 euros dont 50% financés par l'UE
- Plus de 700 jeunes demandeurs d'emploi ont été formés
- 60 % à 70 % d'entre eux ont trouvé une sortie positive suite à leur formation

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) Trophées des Initiatives FSE : [ici](#)



La santé pour tous

Dans l'Aisne, la Drôme et la Haute-Saône, trois maisons de santé proposent des services adaptés aux habitants

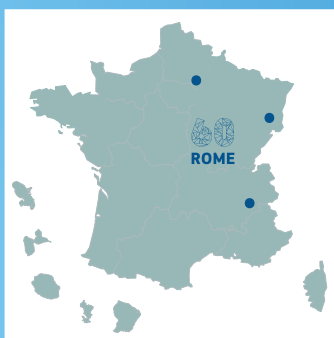
Chézy-sur-Marne (Aisne), La Chapelle-en-Vercors (Drôme) et Vesoul (Haute-Saône) : ce sont trois maisons de santé qui ont pu voir le jour grâce aux fonds européens. Celles-ci rassemblent plusieurs professions : généralistes, dentistes, infirmiers, kinésithérapeutes... Leur création est souvent le fruit d'une réhabilitation de bâtiments existants, au cœur de centres bourgs et proches des lieux de vie, en milieu rural comme urbain. A Chézy-sur-Marne tout particulièrement, où 10 % de la population est âgée de plus de 70 ans, les services proposés ont été adaptés aux habitants. Des logements accessibles aux personnes à mobilité réduite ont notamment été intégrés à la maison de santé.

Un triple objectif

Ces établissements ont pour triple objectif de lutter contre la désertification médicale, de répondre à l'isolement de certains territoires et de garantir une offre de soins diversifiée aux citoyens. Pluriprofessionnelles, elles contribuent à une meilleure coordination des spécialistes pour garantir un meilleur parcours de soin aux habitants.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Les maisons de santé sont cofinancées par le fonds européen de développement économique et régional (FEDER) et le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) dont l'objectif est d'améliorer la qualité de vie des citoyens et de rééquilibrer le développement des régions européennes. En zones rurales, les maisons de santé permettent le désenclavement des territoires. En milieu urbain, elles participent à la redynamisation de certains quartiers et augmentent l'offre de services de proximité.



CHIFFRES CLES

- Le FEADER en France :
 - une enveloppe de 11,3 milliards d'euros pour 2014-2020
- Le FEDER en France :
 - une enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Entre 2010 et 2013, les fonds européens ont cofinancé de nombreuses maisons de santé en France à hauteur de 29,4 millions d'euros, soit 14,7% du budget des maisons de santé

Traité sur l'Union européenne :
L'Union combat l'exclusion sociale et les discriminations,
et promeut la justice et la protection sociales.



60 belles histoires

La carte Européenne d'Assurance Maladie



La Carte Européenne d'Assurance Maladie

Bénéficiaire d'une couverture médicale dans l'Union européenne
grâce à la Carte européenne d'assurance maladie

La Carte européenne d'assurance maladie (CEAM) permet de bénéficier d'une couverture médicale dans un autre Etat membre de l'UE à l'occasion de déplacements temporaires. Si la CEAM ne remplace pas une assurance privée pour un rapatriement ou le paiement de soins dans le secteur privé, elle atteste des droits à l'assurance maladie et autorise la prise en charge sur place des soins médicaux, selon la législation et les formalités en vigueur dans le pays de séjour et selon les mêmes règles qu'un citoyen de ce pays. En France, près de 5 millions de CEAM sont délivrées chaque année.

Prise en charge partout en Europe

Pour faciliter les déplacements, une application pour smartphone permet de connaître, pour chaque pays couvert, le détail des prises en charge, des éventuelles franchises, des frais et donne accès à diverses informations pratiques. La CEAM couvre tous les États membres de l'Union européenne, ainsi que la Norvège, le Liechtenstein, l'Islande et la Suisse, membres de l'Association européenne de libre-échange.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La liberté de circulation des personnes constitue une des quatre libertés consacrées par le marché unique. Depuis 1958, l'Union européenne s'est dotée de règles communes visant à protéger les droits de ses citoyens à la sécurité sociale quand ils se déplacent au sein de l'Union en interdisant toute discrimination. La législation européenne en matière de coordination des régimes de sécurité sociale permet ainsi de faciliter la libre circulation des personnes, y compris pour des courts séjours, dans d'autres pays européens.



CHIFFRES CLES

- Près de 5 millions de cartes délivrées annuellement en France
- Environ 190 millions de détenteurs de la CEAM en Europe
- Entre 2008 et 2012, la France a remboursé 443 millions d'euros à d'autres États membres pour l'utilisation de la CEAM, et reçu 817 Millions d'euros.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)



60 belles histoires



Les grands prématurés mieux suivis

Des soins intensifs périnataux efficaces pour les grands prématurés.
Le projet EPICE suit 10 000 enfants dans 11 pays de l'UE

Les enfants grands prématurés nés avant 32 semaines représentent entre 1 et 2 % des naissances. Ces nouveau-nés ont un risque plus élevé de mortalité et de troubles neurologiques à long terme que les enfants nés à terme. Le projet EPICE(*) vise à améliorer la survie et la santé des grands prématurés en s'assurant que les connaissances médicales soient traduites en soins périnataux efficaces.

Réduire la mortalité des prématurés

L'équipe multidisciplinaire du projet EPICE apporte une expertise à la fois en obstétrique, en pédiatrie, en épidémiologie et en recherche sur les services de santé. Une sous-utilisation des pratiques efficaces a été démontrée : moins de 60 % des enfants reçoivent les pratiques les mieux connues pour réduire la mortalité et la morbidité hospitalière. Si tous les enfants avaient bénéficié de ces bonnes pratiques, la mortalité aurait baissé de 26 %. Le suivi des grands prématurés prévu initialement jusqu'à l'âge de 2 ans se prolongera jusqu'à l'âge de 5 ans. Le projet EPICE a reçu le trophée « Etoiles de l'Europe 2016 ».

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le projet EPICE suit 10 000 enfants grands prématurés nés en 2011 et 2012 dans 238 maternités de 11 pays de l'Union européenne. Il bénéficie du financement du programme de recherche européen Horizon 2020 qui soutient les projets innovants en faveur de la croissance, les infrastructures, les travaux scientifiques, les technologies et les métiers d'avenir dans les domaines de la santé, de l'environnement et des énergies propres.

(*)EPICE: EFFECTIVE PERINATAL INTENSIVE CARE IN EUROPE (Soins intensifs efficaces pour les prématurés en Europe)



CHIFFRES CLES

- Horizon 2020 :
 - 80 milliards d'euros pour 2014-2020 ; la France a déjà obtenu plus de 10 % des financements octroyés
 - Entre 2007 et 2013, les scientifiques français ont participé à 12 500 projets et obtenu 12 % des financements
- EPICE a reçu une subvention de 3 millions d'euros du programme de recherche de l'UE, Horizon 2020

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union promeut la cohésion économique, sociale
et territoriale et la solidarité entre les États membres.

60
ROME



60 belles histoires



L'hôpital binational unique en Europe

Le personnel est français et espagnol, comme les patients.
L'hôpital de Cerdagne illustre la coopération hospitalière franco-espagnole

L'hôpital de Cerdagne est unique en Europe. Il a ouvert ses portes au public en septembre 2014 sur la commune espagnole de Puigcerdá (10 000 habitants) frontalière de la commune française de Bourg-Madame, dans les Pyrénées-Orientales. Cet établissement permet d'assurer une offre de soins aux 35 000 habitants dans la vallée isolée de la Cerdagne, ainsi qu'aux nombreux vacanciers. En effet, les populations françaises et espagnoles de part et d'autre de la frontière n'atteignaient pas la taille nécessaire pour justifier la construction de deux hôpitaux distincts.

Les mêmes protocoles de travail

Tout est binational dans cet hôpital : les patients, les financements et les équipes, jusqu'à la direction qui alterne entre parties espagnole et française. Les médecins et personnels hospitaliers des deux nationalités travaillent selon les mêmes protocoles et avec le même plateau technique quelle que soit la nationalité ou le régime de sécurité sociale des patients. Le projet transfrontalier a été récompensé au printemps 2016 par le prix « Europe sans frontières » du Comité des Régions.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'hôpital de Cerdagne est un groupement européen de coopération territoriale, structure dotée d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière rassemblant plusieurs États ou collectivités territoriales. Il s'agit du premier centre hospitalier européen de ce type. Sa construction a été cofinancée par le Fonds européen de développement régional (FEDER), comme de nombreuses autres infrastructures et projets transfrontaliers en France.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
- enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Coût de construction de l'hôpital : 31 M€ dont 18,6 M€ du FEDER
- Coût de l'équipement de l'hôpital : 10 M€
- 18 lits d'urgence, 64 lits d'hospitalisation, effectif de 233 personnes

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 belles histoires



La fin du Roaming

Depuis juin 2017, tout citoyen européen peut utiliser son téléphone portable dans un autre pays de l'Union européenne sans payer plus

Utiliser son téléphone portable dans un autre pays de l'UE sans payer de frais supplémentaires ? C'est possible depuis le 15 juin 2017, date de la fin du «roaming» ou frais d'itinérance que les opérateurs facturaient jusqu'à cette date. Pour les consommateurs, cela signifie que leurs appels, leurs SMS et leurs données mobiles sont facturés au tarif du pays d'origine, quand ils sont en déplacement dans tout autre pays de l'Union européenne. Cela vaut aussi pour les déplacements en Norvège, en Islande et au Liechtenstein.

Impact sur la vie quotidienne

La fin du « roaming » est le résultat d'une priorité européenne de 2015, qui touche directement le citoyen dans sa vie quotidienne, personnelle ou professionnelle, puisque le téléphone portable est un outil de service indispensable. Dans un secteur des communications mobiles composé de marchés nationaux aux caractéristiques distinctes, l'Union européenne intervient pour établir certaines règles communes visant à faciliter les communications mobiles et les déplacements au sein de l'UE.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Grâce à l'Union européenne, les frais supplémentaires que les opérateurs de télécommunications imposaient à leurs abonnés dans un autre pays de l'UE ont été supprimés, après avoir considérablement diminué au fil des années. Ainsi, de 2007 à 2017, les tarifs de l'itinérance avaient été réduits de plus de 90 %. La politique européenne en matière de télécommunications vise en effet à protéger les consommateurs, rapprocher les marchés des équipements et des services et favoriser le développement technologique du secteur.



CHIFFRES CLES

- Entre l'été 2017 et l'été 2018, augmentation de l'utilisation en itinérance : + 435 % pour les données mobiles, + 145 % pour les appels téléphoniques.
- En juin 2018, 34 % des Européens qui voyagent utilisaient les données mobiles aussi souvent en itinérance que chez eux, contre 15 % avant le 15 juin 2017. 26 % passaient des appels avec leur mobile aussi souvent en itinérance que chez eux, contre 11 % un an auparavant.



60 *belles histoires*



Le bio fait son show !

1001 LEGUMES, entreprise sociale et solidaire,
est un pôle touristique environnemental grâce à ses 500 variétés de légumes bio

Revitaliser le canton de Beaumesnil (Eure) et développer le tourisme en zone rurale grâce à la création d'un pôle touristique environnemental et solidaire. C'est le défi que s'est lancé l'entreprise sociale 1001 légumes. Avec réussite, puisque le fameux potager de Beaumesnil a créé 5 emplois et reçoit 5000 visiteurs par an !

Agriculture bio et éco-gîte

Le pôle touristique est constitué d'un potager de 500 variétés biologiques de légumes anciens et de fruits, ainsi que d'un éco-gîte muni d'un capteur solaire, permettant de suivre en temps réel sa consommation énergétique. Le potager, en plus de fournir chaque semaine des paniers de légumes bio, accueille les touristes pour des visites éducatives et des animations locales autour de l'agriculture biologique et de la sensibilisation à l'environnement. L'éco-gîte, qui permet l'hébergement des touristes, met également en place des ateliers de cuisine et des formations. Le projet est né d'une volonté collective de participer à l'animation du territoire et de créer des emplois dans le canton de Beaumesnil classé "zone de revitalisation rurale".

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Ce projet a bénéficié d'un cofinancement de l'Union européenne, par le biais du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), qui soutient notamment des projets d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs, de conversion à l'agriculture biologique et d'accès aux services en milieu rural. En France, des projets similaires de conversion à l'agriculture biologique et de développement des zones rurales ont été soutenus par l'Union européenne grâce au FEADER.



CHIFFRES CLES

- Le FEADER en France :
- 11,3 milliards d'euros pour 2014-2020
- Coût total du projet de 613 408 euros, dont 136 951 euros du FEADER
- 5 000 visiteurs par an

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 belles histoires



Couleurs Paysannes, le goût d'ici

Le développement de l'agriculture biologique et des circuits courts
au cœur de la Politique agricole commune (PAC)

S'approvisionner en produits biologiques régionaux, soutenir l'agriculture locale et le commerce de proximité, c'est possible en se rendant dans le nouveau magasin « Couleurs Paysannes », installé dans la zone commerciale de Venelles, près d'Aix-en-Provence. Grâce à ce magasin solidaire, les consommateurs d'Aix-en-Provence et de sa périphérie peuvent faire le plein de produits issus de l'agriculture régionale !

Les saveurs d'Aix-en-Provence à portée de main

Porté par la société coopérative agricole « Le Goût d'Ici », le projet « Couleurs paysannes » regroupe une soixantaine d'exploitations agricoles de la région, qui emploient 200 personnes. Le magasin met en vente les produits de ces coopérateurs locaux, et propose une offre très diversifiée : fruits et légumes, viandes et volailles, produits laitiers, produits d'épicerie sucrés et salés, cosmétiques à base d'huile essentielle de lavande, vins/bières/liqueurs, produits conventionnels et d'agriculture biologique.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Couleurs paysannes a bénéficié du soutien de l'Union européenne, par le biais du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Second pilier de la Politique agricole commune, le FEADER cofinance notamment des projets d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs, de conversion à l'agriculture biologique et d'accès aux services en milieu rural. En France, des centaines de projets similaires de conversion à l'agriculture biologique et de développement des circuits courts et d'une agriculture de proximité sont soutenus par l'Union européenne grâce au FEADER.



CHIFFRES CLES

- Le FEADER en France :
 - 11,3 milliards d'euros pour 2014-2020
- Coût total du projet de 360 485 d'euros, dont 21 % du FEADER
- 200 emplois à temps plein créés sur l'ensemble des exploitations concernées
- 11 emplois créés en magasin et 1 300 clients par semaine

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union promeut la cohésion économique, sociale
et territoriale et la solidarité entre les États membres.

60
ROME



60 belles
histoires



Paris-Strasbourg en 1h45

Grâce à la LGV est-européenne, le temps de trajet entre Paris et Strasbourg
a été divisé par deux en 10 ans

Le prolongement de la ligne à grande vitesse (LGV) est-européenne, cofinancé par l'Union européenne, s'est réalisé en deux phases : la première s'est achevée en 2007 ; la seconde en 2016. En dix ans, le temps de trajet entre Paris et Strasbourg est passé de 4 heures à 1h45. D'autres gares ont vu une diminution significative du temps de trajet vers Paris, telles que Reims, Metz, Nancy, Colmar, Sélestat et Saverne. Les liaisons vers l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et même la Suisse ont, elles aussi, été améliorées.

Renforcer l'attractivité des territoires

Utilisée par près de 12 000 voyageurs par jour et comportant de nouvelles gares sur son parcours, la LGV est-européenne renforce l'attractivité des territoires. Un progrès en connectivité et en compétitivité qui permet aux villes desservies d'attirer de nouveaux habitants, entreprises et investissements. La LGV est-européenne concrétise l'espace ferroviaire unique européen. Tronçon français de la magistrale européenne reliant Paris à Bratislava et Budapest, elle accélère les liaisons vers les pays voisins à l'est de l'Europe, tandis que des projets dans d'autres pays européens la prolongent.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La politique de l'Union européenne pour les transports permet la réalisation de réseaux transeuropéens et le financement de projets d'infrastructures facilitant la mobilité des citoyens et des marchandises. De nombreux grands projets d'infrastructure de transport en France bénéficient également du Fonds européen de développement régional (FEDER).



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
 - enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Budget total du projet : 6,5 milliards d'euros (État ; collectivités locales ; SNCF ; RFF ; Luxembourg et Union européenne) dont un prêt de 1 milliard d'euros de la Banque européenne d'investissement
- Temps de trajets réduit par 2 entre Paris et Strasbourg en 10 ans
- 12 000 voyageurs sur la ligne Paris-Strasbourg avec 32 trains par jour

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



Des start-ups à l'Université

Le fonds Quadrivium finance le développement de start-ups du numérique
et de la santé issues des universités françaises

Un médicament permettant de bloquer le développement du cancer dans les cellules, c'est le projet développé par la start-up PEP-Therapy. Comme de nombreuses jeunes entreprises dans les secteurs de la médecine, de la santé, de l'énergie et de l'environnement (Praditus, Aenitis Technologies, Open Ocean, Intento Design, HorseCom, MilliDrop, Actronika, Keen Eye Technologie etc.), PEP-Therapy a bénéficié du soutien du fonds d'amorçage Quadrivium 1.

Premier fonds académique français

Créé en 2013 à l'initiative de l'université Pierre et Marie Curie et de la Sorbonne, Quadrivium est le premier fonds d'amorçage académique français. Abondé par la Banque européenne d'investissement et BPI France, il apporte le capital nécessaire au lancement de jeunes entreprises françaises innovantes à fort potentiel de développement. Ces start-ups sont issues ou liées à des établissements académiques de renom dans les domaines des technologies numériques (informatique, internet, télécom, robotique) et des sciences du vivant (biotechnologie et santé).

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'innovation se trouve au cœur de la stratégie économique et sociale UE 2020 de l'Union européenne pour l'emploi et la croissance. La participation de la Banque européenne d'investissement au fonds Quadrivium constitue un financement innovant et catalyseur, permettant d'accompagner les chercheurs vers la commercialisation de leurs produits tout en attirant d'autres investisseurs. Cette action s'inscrit dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe (« Plan Juncker ») dont l'objectif est de relancer l'investissement, de soutenir l'innovation et la compétitivité et de stimuler la croissance et la création d'emplois dans l'Union européenne.



CHIFFRES CLES

- Plan d'investissement pour l'Europe :
- enveloppe de 315 milliards d'euros entre 2015 et 2017
- Fonds quadrivium : 56,1 millions d'euros, dont 20 millions d'euros de la BEI
- Montant d'intervention par projet de 0,3 à 2,8 millions d'euros

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#), [ici](#) et [ici](#)

Film sur le plan Juncker en France : [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union combat l'exclusion sociale et les discriminations,
et promeut la justice et la protection sociales.

60
ROME



60 belles histoires



Le Fonds européen d'aide aux plus démunis

Conduire 20 millions de citoyens européens hors de la pauvreté et de l'exclusion sociale

La Croix-Rouge française, la Fédération française des banques alimentaires, les Restaurants du cœur et le Secours populaire font appel aux dons des particuliers et des professionnels de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour apporter une aide matérielle aux personnes les plus en difficulté : denrées alimentaires, vêtements et autres biens de première nécessité. Mais ces associations bénéficient également de financements du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD).

Des associations caritatives partenaires

Lancé en 2014, l'objectif de ce fonds est de conduire 20 millions de citoyens européens hors de la pauvreté et de l'exclusion sociale d'ici à 2020 conformément à la stratégie UE 2020 de l'Union européenne. L'enveloppe dédiée est de 3,8 milliards d'euros dont 499 millions d'euros pour la France. Les États membres apportent au moins 15 % de contributions nationales complémentaires, soit 88 millions d'euros de la France. En France, le programme national de lutte contre la pauvreté permet l'octroi de subventions ou l'achat direct de denrées alimentaires, notamment des produits permettant un apport en protéines, pour les associations caritatives.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Successeur du Programme européen d'aide aux plus démunis mis en place pour gérer les surplus des stocks agricoles européens, le FEAD pérennise les financements dédiés à la lutte contre la pauvreté et appuie les politiques nationales de réduction de la pauvreté. Le FEAD complète, en outre, les financements apportés par le Fonds social européen (FSE), la satisfaction des besoins les plus essentiels constituant un préalable à la sortie de la pauvreté et de l'exclusion sociale.



CHIFFRES CLES

- FEAD : 3,8 milliards d'euros dans l'UE pour 2014-2020
dont 499 millions d'euros pour la France
- Contribution complémentaire de la France de 88 millions d'euros

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement

60
ROME



60 belles histoires



© Mathieu Le Gall-Brest métropole

Parcourir la ville autrement

Le téléphérique urbain de Brest
offre une alternative écologique aux modes de transport traditionnels

Premier téléphérique urbain de France, cette liaison de 420 mètres ouverte en novembre 2016 permet de relier le nouvel éco-quartier des Capucins au centre-ville de Brest en enjambant la Penfeld, fleuve côtier qui traverse la ville. Il répond de façon innovante au besoin d'accessibilité et d'attractivité de ce quartier en mutation, auparavant occupé par les ateliers militaires, et qui se trouve maintenant à trois minutes du cœur de ville.

1 200 passagers par heure

Le téléphérique participe au développement du réseau des transports collectifs en site propre dans une zone à forte densité urbaine. Avec ses deux cabines de 60 personnes (1 200 passagers/heure), il s'inscrit également dans la volonté d'encourager les modes actifs de déplacement (marche, vélo) en milieu urbain. En interconnexion avec les autres modes de transports, il constitue une alternative efficace à l'usage de la voiture particulière et permet une réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à une motorisation électrique

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le téléphérique de Brest est un mode de transport durable qui améliore l'offre de transports dans la ville conformément aux objectifs environnementaux de l'Union européenne. Comme des centaines de projets de même envergure en France, ce projet a été soutenu par l'Union européenne grâce au Fonds européen de développement régional (FEDER). Principal instrument de la politique régionale européenne, le FEDER cofinance notamment des projets d'infrastructures en faveur d'une mobilité urbaine durable.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
 - enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Coût total 19,1 millions d'euros dont 28 % du FEDER
- Déjà 200 000 usagers les deux premiers mois d'exploitation

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 belles histoires



Strasbourg carbure au gaz vert

Le projet Biovalsan transforme les eaux usées de Strasbourg en gaz de ville vert.

Biovalsan est un projet pilote scientifique qui vise à produire, depuis 2015, 1,6 million de m³ de biométhane par an à partir des eaux usées d'une station d'épuration de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce gaz 100% vert et renouvelable est ensuite injecté dans le réseau de distribution de gaz naturel de la ville.

Une première en France

Ce projet a permis d'amorcer la transition vers un nouveau modèle énergétique local, durable et sobre en carbone. Des rejets équivalents à 3 000 tonnes de CO₂ sont évitées chaque année, soit l'équivalent de 5 000 logements à basse consommation alimentés en gaz vert. Cette réussite est une première en France et a contribué à faire de Strasbourg la collectivité au plus fort taux de gaz vert dans son réseau, conformément à son plan climat de valorisation énergétique des déchets ménagers et eaux usées.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le projet Biovalsan enrichit les meilleures pratiques et technologies au niveau européen, s'agissant de l'efficacité énergétique et de la valorisation du CO₂ issu des stations d'épuration. Il contribue en outre au développement de la filière biométhane européenne. Compte tenu de son intérêt scientifique et environnemental, le projet Biovalsan bénéficie du soutien financier du programme européen LIFE +, comme des centaines de projets en faveur de l'environnement et du climat. LIFE + appuie ainsi l'amélioration de la gestion de l'eau et des déchets, l'aménagement du territoire, le management environnemental et les technologies propres.



CHIFFRES CLES

- Programme LIFE+ :
 - une enveloppe de 3,4 milliards d'euros pour l'UE en 2014-2020 ; plus de 350 projets financés en France depuis 1993
- Budget total du projet : 6,9 millions d'euros dont 30 % du programme LIFE+
- Réduction de 3 000 tonnes de rejets équivalent CO₂ par an et de 66 % de l'empreinte carbone de la station d'épuration
- Production de 1,6 millions de m³/an de biométhane injecté dans le réseau local de distribution de gaz naturel, équivalent à 18 GWh/an

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix.



60 belles histoires



Le soleil producteur d'électricité

La plus grande centrale solaire d'Europe construite près de Bordeaux, peut alimenter une ville de 300 000 habitants

C'est dans la commune de Cestas, à 20 kilomètres au sud-ouest de Bordeaux, que NEOEN, un important producteur indépendant d'électricité renouvelable en France, a installé la plus grande centrale photovoltaïque d'Europe. Sur une superficie de 260 hectares (plus de 300 terrains de football), ce sont 25 centrales de 12 MW qui constituent la centrale de Cestas. Après un an de travaux, la centrale a été mise en service en octobre 2015.

Premier projet photovoltaïque compétitif

D'une puissance de 300 MWc, cette centrale est en mesure de satisfaire les besoins électriques annuels d'une ville de 300 000 habitants, soit davantage que la ville voisine de Bordeaux. Il s'agit du premier grand projet photovoltaïque véritablement compétitif par rapport aux centrales électriques à combustibles fossiles. À elle seule, elle a permis d'augmenter la production brute d'électricité photovoltaïque en France métropolitaine de plus de 6% par rapport à 2014.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La Banque européenne d'investissement (BEI) s'est associée au financement de ce projet dans le cadre de son dispositif « France énergies renouvelables » doté de 400 millions d'euros. Ce soutien permet d'appuyer un secteur en expansion rapide grâce aux avancées technologiques et aux économies d'échelle croissantes. Il est en pleine adéquation avec les objectifs de l'Accord de Paris concrétisant l'engagement européen en matière climatique et de développement des énergies renouvelables.



CHIFFRES CLES

- Budget total du projet : 350 millions d'euros.
- Caractéristiques :
 - superficie de 260 hectares
 - 983 500 panneaux photovoltaïques
 - plus de 4 000 km de câbles électriques

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement.

60
ROME



60 belles histoires



©ARPE / Patrice AGUILAR

Sauvons la tortue d'Hermann

Un vaste programme a été mené dans le Var
pour préserver la tortue de terre qui vit à l'état sauvage

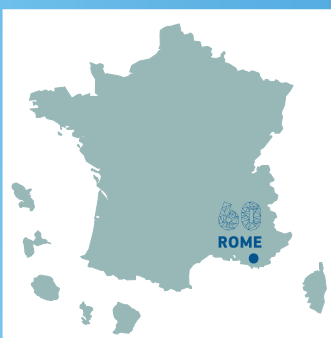
La Tortue d'Hermann est la seule tortue de terre qui vit à l'état sauvage en France. Si on la rencontre encore dans le Var, elle est aujourd'hui placée au rang d'espèce rare et menacée, notamment à cause de la raréfaction d'habitats favorables. C'est pour cette raison que l'agence régionale pour l'environnement et l'écodéveloppement Provence-Alpes-Côte d'Azur a mené un projet de préservation de la Tortue d'Hermann durant 5 ans.

Un projet de préservation ambitieux

Le projet, qui s'est déroulé sur 5 sites Natura 2000 varois, a permis de contribuer à la survie de l'espèce en créant des espaces de vie favorables en milieu naturel (création de points d'eau, renforcement de haies et de bosquets, etc.), tout en observant et évaluant l'impact de ces mesures pour mieux connaître l'animal. En parallèle, des actions de sensibilisation de différents publics ont été menées pour faire évoluer les comportements pouvant porter atteinte aux populations sauvages. La Tortue d'Hermann est présente dans dix pays de l'Union européenne où sa préservation est également une préoccupation. Le projet a ainsi permis de développer des outils pratiques pour la gestion des sites à l'échelle européenne.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La politique de l'Union européenne pour l'environnement et le climat contribue à l'amélioration de l'habitat de l'espèce et à la gestion des sites d'importance majeure pour sa conservation. Le programme LIFE permet d'expérimenter et d'évaluer des techniques innovantes en vue de préconisations de gestion pour les diffuser aux échelles nationale et européenne.



CHIFFRES CLES

- Programme LIFE+ :
 - une enveloppe de 3,4 milliards d'euros pour l'UE en 2014-2020 ;
 - plus de 350 projets financés en France depuis 1993
- Coût total du projet : 2,7 millions d'euros dont 50% du programme LIFE +
- Plus de 260 hectares ont été optimisés en faveur de la Tortue d'Hermann sur 5 sites Natura 2000

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 belles histoires



Pour une pêche durable

La conservation des ressources halieutiques, une priorité pour l'UE et la France,
a permis de reconstituer les stocks de thon rouge

Depuis 1983, la politique commune de la pêche et les mesures de gestion prises permettent de réglementer les quotas de pêche et de mieux contrôler les pratiques des pêcheurs. Cette politique, qui relève de la compétence de l'Union européenne, a permis une amélioration significative de l'état des ressources de pêche dans les eaux européennes.

Préservation du thon rouge en Méditerranée

Au niveau international, l'Union européenne a largement contribué à la reconstitution en quelques années du stock de thon rouge en Méditerranée, menacé d'effondrement en 2007. Des mesures d'urgence ont été mises en place afin de permettre à l'espèce de se reconstituer. Depuis 2015, une augmentation des captures a été autorisée compte tenu de l'amélioration du stock constatée par les scientifiques.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le principe de base de la politique commune de la pêche est la mise en commun de la zone économique exclusive des différents États membres, accessible aux navires des différents États, et gérée avec des règles communes. Dans ce cadre, l'Union européenne s'est dotée d'une politique ambitieuse commune en matière de gestion de la ressource et de protection des écosystèmes marins. Ainsi, elle est l'une des régions du monde où la prise en compte de ces enjeux est la plus avancée. Le nouveau règlement européen sur la pêche profonde, entré en vigueur en janvier 2017, introduit plusieurs mesures importantes dont l'interdiction totale du chalut de fond au-delà de 800 mètres de profondeur.



CHIFFRES CLES

- Augmentation des stocks de thon rouge durables (9 en 2009 ; 32 en 2013 ; 44 en 2017).
- La France bénéficie d'une enveloppe de 587 980 euros du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), correspondant à 10,2 % du total pour l'UE.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement.



60 *belles histoires*



Restauration de la biodiversité

Le Parc naturel régional des Causses du Quercy aménagé pour restaurer la circulation des espèces dans la nature

Le premier contrat de restauration de la biodiversité en Midi-Pyrénées a été mis en œuvre sur le territoire du Parc naturel régional des Causses du Quercy en 2015-2016. Son objectif est d'accompagner les acteurs du territoire dans la restauration de la Trame verte et bleue (espace écologique terrestre et aquatique).

Les agriculteurs locaux impliqués

Couvrant l'ensemble du territoire du parc naturel régional, il prévoit la réalisation d'aménagements pour faciliter la circulation des espèces dans les milieux naturels. Des mesures d'accompagnement et de sensibilisation seront aussi mises en place. Sur la période du premier contrat sont notamment prévues plusieurs opérations de restauration et de sensibilisation au maintien des continuités écologiques. Les agriculteurs volontaires sont encouragés à mettre en oeuvre des mesures agro-environnementales et climatiques.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La Trame verte et bleue s'inscrit dans le projet d'infrastructures vertes de l'Union européenne qui prévoit que, d'ici 2020, les écosystèmes et leurs services doivent être préservés et améliorés. La mise en place d'infrastructures vertes doit permettre de rétablir au moins 15 % des écosystèmes dégradés. D'autres projets de ce type menés en France bénéficient de cofinancements européens grâce au Fonds européen de développement régional (FEDER) afin de préserver la nature et les espèces animales protégées



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
 - enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020.
- Budget total de 1,04 millions d'euros dont 20 % de FEDER et des contributions des collectivités locales (région Midi-Pyrénées, département du Lot) et de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement.

60
ROME



60 belles histoires



L'eau, une ressource à préserver

La qualité de l'eau s'améliore en France grâce à la législation européenne

Depuis le début des années 1990, les cours d'eau en France subissent le phénomène d'enrichissement en nutriments des milieux aquatiques, dangereux pour la biodiversité et la santé publique (phénomène d'eutrophisation). Pour y remédier, des mesures ont été prises afin de réduire les teneurs en phosphates dans les détergents des ménages et dans les rejets des stations d'épuration, moderniser les bâtiments d'élevage et réduire l'utilisation des engrais phosphatés.

Diminution importante de la teneur en phosphates

Ces mesures s'inscrivent pleinement dans le cadre de la politique européenne visant à améliorer la qualité de l'eau. Ainsi, l'Union européenne a complété les législations françaises sur les phosphates (taxés puis interdits dans les détergents textiles ménagers) par un règlement européen limitant les phosphates et les composés du phosphore dans tous les détergents en 2012. En parallèle, la directive sur les eaux résiduaires urbaines de 1991 a accéléré les investissements pour l'épuration des eaux usées.

Les obligations de traitement sont renforcées dans les zones sensibles à l'eutrophisation, amenant une diminution importante de la teneur en phosphates dans les rejets des stations d'épuration.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le cumul des actions prises aux niveaux français et européen a pour effet de diminuer considérablement le phénomène d'eutrophisation : la part des masses d'eau considérées en bon état au vu de la teneur en phosphates est passée de 48 % à 85 % en France entre 1995 à 2013. L'eau circulant sans frontières, la détérioration de la qualité de l'eau affecte l'ensemble de l'Europe. Ainsi, les politiques dans le domaine de l'eau comme dans celui de l'environnement sont largement définies au niveau européen.



CHIFFRES CLES

- 85 % des cours d'eau en bon état pour le paramètre «phosphore» en 2013.
- 92,5 % du flux de pollution traité en zones sensibles conformément aux exigences de la directive eaux résiduaires urbaines.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



Apprendre et recycler avec Cycles-Re

Réparer des vélos : un premier pas qualifiant vers les métiers de l'industrie

Installée à Toulouse, l'association Les Cycles-Re propose des parcours qualifiants vers les métiers de l'industrie aéronautique et de la mécanique dans le cadre d'un atelier de re-fabrication de vélos dédié aux publics peu qualifiés. En donnant une seconde vie à des vélos destinés au rebut, le projet, soutenu par le fonds social européen, s'inscrit dans une démarche d'insertion professionnelle et d'économie circulaire. En remettant à neuf des vélos, les salariés des Cycles-Re développent des compétences techniques présentes dans différents métiers du bassin d'emploi : ajusteur monteur, peintre industriel, soudeur, mécanicien cycles. L'objectif est de qualifier les salariés à l'issue de leur parcours et de faciliter ainsi leur insertion professionnelle.

Une initiative récompensée

La production est réalisée à Toulouse en circuit court pour réduire l'impact environnemental, sachant que la majorité des cadres de vélos est fabriqués dans les pays d'Asie. Les vélos sont revendus dans un réseau de proximité et les bénéfices sont réinvestis dans l'atelier. Les Cycles-Re ont reçu le Trophée d'or lors de l'édition 2016 du concours du ministère en charge de l'emploi « Les trophées des Initiatives FSE » dans la catégorie « Développement durable » ainsi que le Prix du Public.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Opération concrète d'économie circulaire, les Cycles-Re répond aux objectifs de développement durable de l'Union européenne. Comme des milliers de projets en France, ce projet de réinsertion et de requalification professionnelle bénéficie du Fonds social européen (FSE) qui cible les publics les moins qualifiés et les plus exposés au chômage et à l'exclusion.



CHIFFRES CLES

- Le FSE en France :
 - une enveloppe de 6 milliards d'euros entre 2014 et 2020.
- Cycles-Re : budget total de 75 379 euros dont 32 % financés par l'UE.
- Une dizaine d'emplois créés sur l'agglomération toulousaine.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Trophées des Initiatives FSE : [ici](#)



60 belles histoires



Des fermes laitières «bas carbone»

Le projet européen Carbon Dairy réduit les émissions de CO₂
des éleveurs laitiers français de 2 millions de tonnes

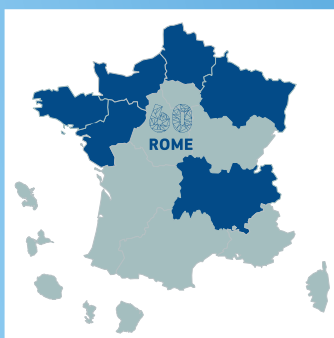
En 2016, 3 900 élevages laitiers et 300 conseillers ont été engagés dans Carbon Dairy, une démarche volontaire, financée par l'Union européenne et visant à réduire de 20 % l'empreinte carbone du lait à échéance de 10 ans. Cette initiative de grande ampleur permet de mesurer l'empreinte carbone du lait à partir d'un diagnostic individuel CAP'2ER® suivi de la construction d'un plan d'action cohérent avec les objectifs de l'éleveur.

Une dynamique nationale

Cette évaluation fournit une photographie de la situation actuelle et aide à identifier les pratiques les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et augmenter le stockage de carbone. Elle impulse une dynamique nationale autour de la démarche « Ferme Laitière Bas Carbone » qui fédère des éleveurs, coopératives, industriels et organismes de conseil agricole engagés dans la lutte contre le changement climatique. Six régions françaises sont engagées dans la phase de démonstration de ce projet et une diffusion nationale des résultats est en cours vers l'ensemble de la filière des producteurs laitiers.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

D'autres travaux de recherche conduits au niveau européen recensent des techniques de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce projet, qui peut être répliqué à l'échelle européenne, s'inscrit dans le cadre du paquet énergie-climat de l'Union européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 par rapport à 1990. Il bénéficie du soutien du programme LIFE + qui appuie des projets exemplaires et innovants en faveur de l'environnement et du climat.



CHIFFRES CLES

- Programme LIFE+ : une enveloppe de 3,4 milliards d'euros pour l'UE en 2014-2020 ; plus de 350 projets financés en France depuis 1993
- Budget total du projet :
 - 2,4 millions d'euros dont 50 % du programme LIFE +
- 3 900 exploitations laitières engagées dans cette démarche volontaire

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 belles histoires



© INRA / UM2 / EcoBioCAP prototype

EcoBioCap l'emballage plus sûr et écologique

L'Inra de Montpellier conçoit une nouvelle génération d'emballages alimentaires biodégradables

EcoBioCAP développe des emballages alimentaires biodégradables dont les constituants, issus de résidus des industries agroalimentaires, sont destinés à remplacer les plastiques d'origine pétrochimique. La sécurité sanitaire de ces matériaux et leurs impacts environnementaux ont été étudiés et des outils ont été développés pour aider les industriels à choisir un emballage plus sûr et plus écologique.

Le trophée «Etoiles de l'Europe 2015»

Constitués de matériaux innovants (bio-polyesters et fibres ligno-cellulosiques), ces emballages biodégradables sont obtenus par fermentation d'effluents liquides, comme les eaux de lavage d'huilerie, et par fractionnement de résidus solides, comme les pailles. Les matériaux développés préservent la durée de vie et la qualité sanitaire des produits. Le projet EcoBioCAP a reçu le trophée « Etoiles de l'Europe 2015 » récompensant les coordinateurs de projets européens de recherche et d'innovation portés par une structure française.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Piloté par l'INRA de Montpellier, EcoBioCap est un projet de recherche impliquant 16 partenaires venant de 8 États membres de l'Union européenne. Son potentiel de développement bénéficie à plusieurs PME françaises. La phase de commercialisation est envisagée en 2020. Le projet bénéficie du financement du programme de recherche européen Horizon 2020 qui soutient notamment le développement des technologies d'avenir.



CHIFFRES CLES

- Horizon 2020 :
 - Enveloppe de 80 milliards d'euros pour 2014-2020 ; la France a déjà obtenu plus de 10 % des financements octroyés
 - Les scientifiques français ont participé à 12 500 projets et obtenu 12 % des financements entre 2007-2013
- Budget total : 4,2 millions d'euros dont 71 % de l'UE
- Le marché potentiel des solutions innovantes EcoBioCAP est de 110 milliards d'euros

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur [...] un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement.



60 belles histoires



Des bâtiments moins « énergivores »

Meilleur confort et réduction d'empreinte carbone.
Vivre dans un bâtiment « performant » en énergies, c'est possible

A Mons-en-Barœul dans le Nord et à Romans-sur-Isère dans la Drôme, le Fonds européen de développement régional (FEDER) a cofinancé des travaux de rénovation thermique dans des logements sociaux. Travaux d'isolation, production d'eau chaude par énergie solaire, chauffage au bois, sont autant de possibilités pour les bâtiments de réduire leur empreinte carbone.

Confort de vie et réduction des charges

La rénovation énergétique des bâtiments est non seulement un enjeu environnemental, mais également économique et sociétal. D'une part, elle permet le développement de la filière du bâtiment vers des techniques plus innovantes, d'autre part, elle augmente le confort de vie et participe à la réduction des charges pour les habitants. Les marchés de rénovation énergétique des bâtiments sont des opportunités exceptionnelles de développement qui offrent de véritables perspectives d'avenir.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'Union européenne soutient la rénovation thermique des logements et des bâtiments publics afin de réduire la consommation d'énergie et de promouvoir un usage raisonné des ressources. D'ici à 2020, l'Union européenne a pour objectif de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre, de faire en sorte que 20 % de l'énergie utilisée proviennent de sources renouvelables et d'augmenter de 20 % l'efficacité énergétique des bâtiments.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France : une enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- A Mons-en-Barœul (59) :
 - Coût total du projet : 1,8 millions d'euros dont 253 600 euros de FEDER
 - 100 logements sociaux rénovés ; réduction de la consommation d'énergie de 75 %
- A Romans-sur-Isère (26) :
 - Coût total du projet : 51,6 millions d'euros dont 1,9 millions d'euros de FEDER
 - 337 logements rénovés ; réduction de la consommation d'énergie de 70 %



60 belles histoires



Transformer la vie étudiante

Unistra, université d'excellence au rayonnement international à Strasbourg, profite du Plan Campus pour moderniser ses infrastructures

13 universités françaises, parmi lesquelles Unistra à Strasbourg, ont été sélectionnées dans le cadre du Plan Campus pour recevoir des financements de la Banque européenne d'investissement (BEI). L'axe principal est la rénovation et modernisation des infrastructures telles que le centre de recherche en biomédecine de Strasbourg, le pôle de gestion et d'économie, l'insectarium, la construction du Studium, l'extension de l'Institut de science et d'ingénierie supramoléculaires ou encore la création d'un data centre.

Amélioration des conditions d'enseignement

Ce projet d'envergure permettra de transformer la vie étudiante à travers une restructuration des bâtiments, une plus grande capacité d'accueil et l'amélioration des conditions d'enseignement, de recherche et d'offre de services. D'autres universités lauréates du Plan Campus sont accompagnées par la BEI dans leur ambition de rayonnement et de développement à l'international telles que l'Université de Lorraine, Aix-Marseille Université, Lyon, Paris Intra-Muros et Saclay-Centrale. L'objectif est de créer des pôles universitaires d'excellence au niveau international, attractifs et compétitifs pour les étudiants comme pour les jeunes chercheurs

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Promoteur de l'investissement en Europe, la Banque européenne d'investissement soutient les États membres dans leurs projets d'envergure, tels que la rénovation et la modernisation des 13 universités du Plan Campus. Il s'agit d'un financement innovant qui s'inscrit dans les objectifs de l'UE pour le développement d'une économie de la connaissance en Europe.



CHIFFRES CLES

- Investissement global du Plan Campus :
- enveloppe de 5 milliards d'euros
- Investissement de la BEI pour Unistra : 90 millions d'euros

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)



60 belles histoires



Le textile fait sa révolution

Le centre européen des textiles innovants réunit en un même lieu
laboratoires de recherche et entreprises à Tourcoing

Travailler le textile sous toutes ses formes pour créer de nouveaux matériaux innovants, et participer au renouveau de l'industrie textile, c'est le pari du CETI, le centre européen des textiles innovants, basé à Tourcoing (Hauts-de-France). Ce centre de recherche, inauguré en 2012 et installé dans une région européenne traditionnelle du textile, forme un trait d'union entre les laboratoires, la recherche universitaire et les entreprises.

Des textiles connectés

Le CETI, placé au cœur d'un réseau scientifique et économique, réunit dans un même lieu des équipements de pointe et permet d'imaginer le textile de demain en réalisant des prototypes beaucoup plus facilement. Ses innovations technologiques, comme dans le développement des textiles connectés, bénéficient à d'autres secteurs économiques, de la santé aux transports en passant par le bâtiment et les travaux publics, l'architecture et la mode

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le CETI a bénéficié d'un soutien de l'Union européenne, par le biais du Fonds européen de développement régional (FEDER), qui cofinance notamment des projets d'aide aux PME et des initiatives dans les domaines de la recherche, de l'innovation et des technologies de l'information. Le CETI a ainsi été soutenu pour son engagement dans la recherche scientifique. En France, des projets innovants et technologiques de même envergure ont déjà été soutenus par l'Union européenne grâce au FEDER.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
- enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Coût total du projet : 11,9 millions d'euros, dont 42% du FEDER
- Objectif de création de 500 emplois directs dans l'industrie sur 5 ans et 1 500 sur 10 ans

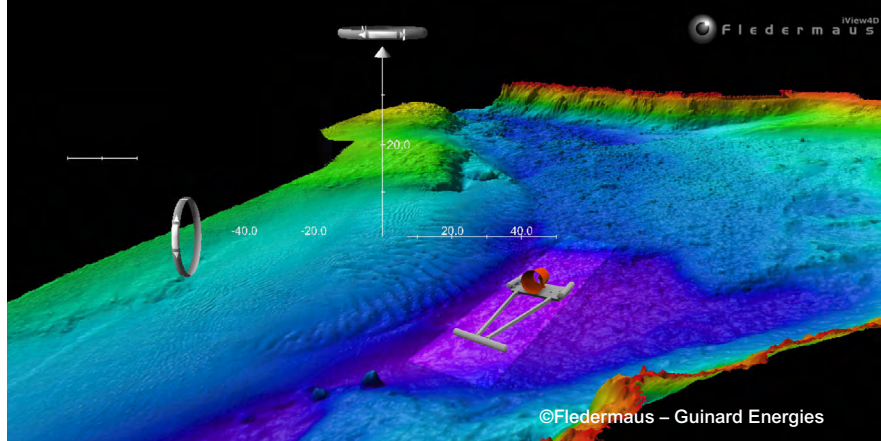
Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement.



60 belles histoires



Cap sur les énergies marines

MegaWattBlue est la plus performante des hydroliennes marines et pourrait révolutionner la production d'énergie renouvelable

L'hydrolienne marine MegaWattBlue est capable de fournir une puissance 2,5 fois supérieure à celle d'une hydrolienne classique de même dimension, grâce à un design innovant. Pouvant atteindre une puissance de 250 kW, cette nouvelle hydrolienne couvre la consommation énergétique de 150 à 200 foyers européens. En construction depuis l'automne 2016, l'hydrolienne sera installée au cours de l'hiver 2017/2018 dans la Ria d'Etel, petit fleuve côtier du Morbihan.

Effets bénéfiques sur l'économie locale

Au-delà des avancées scientifiques, technologiques et industrielles, cette hydrolienne aura des effets bénéfiques immédiats sur l'économie locale. La construction et l'installation de l'hydrolienne associent les industriels locaux, les navires et les ostréiculteurs de la Ria d'Etel. L'objectif est également de créer une filaire bretonne d'excellence dans les énergies marines.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

MegaWattBlue participe au développement des énergies marines renouvelables et à la transition vers une économie à faible émission de carbone. Cette hydrolienne a bénéficié d'un soutien de l'Union européenne, par le biais du Fonds européen de développement régional (FEDER). Ce fonds cofinance notamment des projets dans les domaines de la recherche, de l'innovation et de l'environnement. D'autres projets innovants et durables de même envergure ont été soutenus par l'Europe grâce au FEDER.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
 - enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Budget total : 2,6 millions d'euros, dont 35 % du FEDER
- Puissance de 250 kW, soit 2,5 fois plus qu'une hydrolienne classique

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 belles histoires



Waouh ? Non, WOAW

Industries et écoles s'associent au profit de la compétitivité et des emplois et créent WOAW, des roues légères au design innovant

Créer des roues plus légères et plus esthétiques pour gagner en compétitivité sur le marché de l'industrie automobile et sauver le site de Tergnier (Aisne), c'est l'enjeu de WOAW (Weight Optimized and Aesthetic Wheel). Magnetto Wheels France produit dans l'Aisne des roues en tôle d'acier pour l'industrie automobile. L'entreprise a subi des pertes de production à la fin des années 2000 suite à l'augmentation du recours à des roues en aluminium chez les équipementiers automobiles.

7 millions de roues en 2020

Pour inverser la tendance et regagner des parts de marché, MW France innove et propose des produits plus attractifs plus légers et plus esthétiques avec des designs innovants répondant aux attentes des consommateurs. Grâce à ces innovations, le site industriel de Tergnier et ses emplois a été préservé, par la montée en gamme des produits fabriqués et la croissance des volumes de production (objectif de 7 millions de roues attendues pour 2020). Pour réussir ce projet, l'entreprise s'est associée la plateforme de transfert technologique Innovaltech et à l'ESIEE, une école d'ingénieurs qui apporte une compétence en modélisation et simulation numérique.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le projet WOAW a bénéficié d'un soutien de l'Union européenne, par le biais du Fonds européen de développement régional (FEDER), qui cofinance notamment des projets dans les domaines de la recherche, de l'innovation et de l'aide aux entreprises. WOAW a été soutenu en raison de la qualité des collaborations entre entreprise et structure de recherche, offrant ainsi une application concrète aux chercheurs et étudiants. Ce type de projet favorise l'excellence des laboratoires-écoles en régions. D'autres projets innovants de même envergure ont été soutenus par l'Europe grâce au FEDER.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
- enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Budget total du projet : 918 036 d'euros dont 23 % de FEDER
- + 7 Millions d'unités produites, 40 emplois supplémentaires d'ici 4 ans

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 belles histoires



European
Reference
Networks

Les réseaux européens de référence de maladies rares

Des patients touchés par les maladies rares mieux pris en charge

Entre 27 et 30 millions d'Européens sont atteints d'une maladie rare (maladie qui touche moins de 5 personnes sur 10 000). Pour assurer la meilleure coordination possible de la recherche en Europe, l'Union européenne aide à la création de réseaux européens de référence dans ce domaine. Ces réseaux ont pour objectifs de faciliter l'accès au diagnostic, au traitement et à des soins de haute qualité abordables ainsi que de promouvoir la formation médicale, la recherche, la diffusion de l'information et l'évaluation des soins. Ils réunissent des professionnels de santé hautement spécialisés de différents États membres dans des domaines où l'expertise est rare.

370 hôpitaux dans 25 pays de l'UE

Cinq filières médicales françaises ont été approuvées en tant que réseaux européens de référence sur les maladies rares : Sensgene (maladies sensorielles), Fimarad (maladies dermatologiques), FAVA-Multi (maladies vasculaires), Marih (maladies rares immuno-hématologiques) et EURACAN (cancers rares). Les 24 réseaux européens de référence couvrent 370 hôpitaux et 960 centres de recherche dans 25 pays de l'Union européenne et en Norvège.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Soutenus par le programme santé de l'Union européenne, les réseaux européens de référence rassemblent les meilleurs spécialistes d'Europe pour traiter des pathologies complexes et rares nécessitant des soins hautement spécialisés et une concentration de connaissances et de ressources. En mettant en commun, leur expertise sur ces maladies, ces réseaux favorisent l'émergence de pratiques médicales innovantes. Ils participent de la politique de santé publique de l'Union européenne.



CHIFFRES CLES

- 24 réseaux européens, dont 5 français :
- 370 hôpitaux et 960 centres d'expertise
dans 25 pays de l'UE et en Norvège
- Financement de 200 000 euros par an par réseau
dans le cadre du programme santé de l'Union européenne

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Sites des réseaux français : [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)



60 belles histoires



Les océans sous surveillance

Ces capteurs-flotteurs observent les profondeurs des océans, jusqu'à 4 000 mètres, pour prévoir les changements climatiques

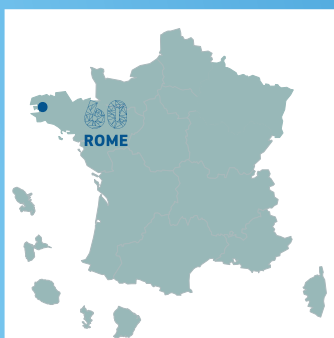
Comprendre et prévoir le rôle de l'océan sur le climat, c'est l'objectif du programme de recherche Euro-Argo. Comment ? Grâce à des capteurs-flotteurs qui surveillent en permanence la température et la salinité des océans. Créé en 2006, le programme européen est la déclinaison d'un programme international de recherche. L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) à Brest coordonne cette infrastructure européenne majeure à laquelle sont associées des organismes de recherche en océanographie de huit pays européens.

Pour la sécurité maritime

Euro-Argo a bénéficié d'un financement européen : pour l'installation de l'infrastructure européenne de recherche (ERIC Euro-Argo) à Brest, puis pour l'acquisition de capteurs capables d'analyser les océans jusqu'à 4 000 mètres de profondeur. Les données transmises par les capteurs sont une source d'information indispensable pour la surveillance de l'environnement marin, les prévisions météorologiques, la sécurité maritime, la prévention des pollutions ou encore la gestion des pêches. Euro-Argo contribue aussi de manière décisive à la compréhension de l'impact du changement climatique.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Euro-Argo a été cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER). Le FEDER soutient notamment des projets de développement des nouvelles technologies de l'information, de recherche et d'innovation. En France, de nombreux projets innovants et durables de ce type sont soutenus par l'Union européenne.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
 - une enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Euro-Argo :
 - cofinancement du FEDER de 7,1 millions d'euros, dont 34 % du FEDER

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



La fibre optique pour tous

L'Europe soutient le plan Très Haut Débit dans plusieurs régions
En Alsace plus de 370 000 foyers seront bientôt connectés

Face au risque de fracture numérique, la Banque européenne d'investissement (BEI) a décidé de soutenir à hauteur de 75 millions d'euros le programme Très Haut Débit (THD) porté par la Région Alsace conjointement avec les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. D'ici 2022 plus de 370 000 foyers, équipements publics et entreprises, situés notamment en zone rurale, seront raccordés à la fibre optique dans toute l'Alsace. L'accès aux réseaux de communication par fibre optique de nouvelle génération est important pour assurer le développement équilibré des territoires dans l'Union européenne et renforcer la compétitivité des entreprises.

Nouveaux services aux citoyens et entreprises

D'autres régions françaises bénéficient également du soutien de l'Union européenne conformément au Plan national Très Haut Débit lancé en 2013 et qui vise à couvrir l'intégralité du territoire d'ici 2022. Une technologie unique sera utilisée pour permettre le raccordement de la fibre optique jusqu'à l'habitant ou l'entreprise, qui bénéficieront ainsi de nouveaux services numériques, tel que le THD mobile (réseau 4G). Ce soutien de l'UE donne la capacité aux entreprises de se développer sur des territoires enclavés et aux citoyens d'avoir accès à de nombreux services innovants.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

En Alsace, le financement de la BEI s'inscrit dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe (« plan Juncker »), dont l'objectif est de relancer l'investissement et de stimuler la croissance et la création d'emplois dans les territoires. Ailleurs en France, que ce soit en Auvergne, en Haute Marne ou dans la Drôme et l'Ardèche, le THD a été cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER).



CHIFFRES CLES

- Plan d'investissement pour l'Europe :
 - enveloppe de 315 milliards d'euros entre 2015 et 2017
- Le FEDER en France : enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020 dont 660 millions prévus pour le très haut débit
- Très haut débit en Alsace : financement de la BEI de 75 millions d'euros
- Auvergne très haut débit : coût total de 40 millions d'euros dont 33 % du FEDER
- Plan Haute-Marne numérique : coût total de 24,5 millions d'euros dont 14 % du FEDER
- Drôme Ardèche Numérique : coût total 95 millions d'euros dont 15 % FEDER

Traité sur l'Union européenne :

L'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.



60 belles histoires



Le numérique rejoint le Paléolithique

Se retrouver dans la peau des hommes des cavernes, c'est possible en visitant les reconstitutions des grottes de Lascaux et de Chauvet-Pont d'Arc

Le projet Lascaux IV en Dordogne a relevé le défi inédit de reconstituer l'intégralité de la grotte de Lascaux en facsimilé, révélant des espaces jusqu'ici dissimulés. Cette reconstitution, de l'une des plus importantes grottes ornées du Paléolithique (17 000/18 000 ans), intègre des dispositifs numériques et scénographiques innovants pour rendre la visite ludique et interactive.

Muséographie numérique

La Caverne du Pont d'Arc, fac-similé de la grotte originelle de Chauvet-Pont d'Arc dans l'Ardèche, est considérée comme le plus grand site de restitution au monde. Cette réplique permet d'immerger le public au cœur d'une série de peintures et de gravures vieilles de 36 000 ans. Ce projet fait lui aussi appel aux ressorts de la muséographie numérique, afin de retranscrire le plus fidèlement possible les impressions visuelles et sonores de la grotte originale. Lascaux IV et la Caverne du Pont d'Arc associent également une dimension environnementale, avec la volonté d'intégrer au mieux ces fac-similés dans le paysage, et une dimension éducative, deux thématiques soutenues par l'Union européenne.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le fonds européen de développement régional (FEDER) a cofinancé ces projets au titre de leur participation à l'avancée de la recherche, de l'innovation et du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces réalisations contribuent à la préservation du patrimoine, à l'accès à la culture et à l'attractivité des territoires



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
 - une enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Lascaux IV (24) :
 - Coût total du projet : 17 millions d'euros dont 70 % de FEDER
 - 400 000 visiteurs attendus, soit 2 fois plus que pour Lascaux II
- Caverne du Pont d'Arc (07) :
 - Coût total du projet : 51,6 millions d'euros dont 19 % de FEDER
 - Plus de 850 000 visiteurs au 1er septembre 2016, dont 50 000 enfants

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur [...] un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement.



Le Rocher retrouve sa magie

Trésor du patrimoine naturel européen, le Mont-Saint-Michel réaffirme son caractère maritime, après d'importants travaux de restauration

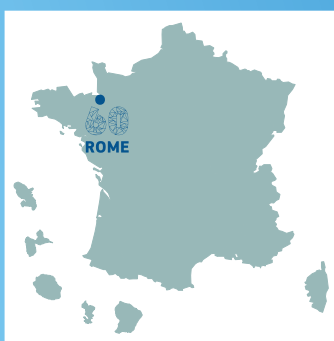
« Merveille de l'Occident », le Mont-Saint-Michel est le seul lieu au monde à être classé deux fois à l'UNESCO : par sa baie, en tant que patrimoine naturel, et grâce à son rocher, en tant que patrimoine culturel. Des travaux importants ont été réalisés (2005-2015) pour rétablir son caractère maritime et améliorer l'accueil sur le site des 2,5 millions de visiteurs par an. Tout a été repensé pour que le « Rocher » retrouve sa magie peu à peu perdue.

Ouvrage d'art insubmersible

Grâce aux forces conjuguées de la mer, du Couesnon et du nouveau barrage, il faudra plusieurs années, marée après marée, pour déblayer les millions de mètres cube de sédiments accumulés et abaisser progressivement le niveau des grèves. Les parkings ont été démolis, et le projet intègre la construction d'une nouvelle digue. Quant au pont passerelle, il s'agit d'un ouvrage d'art insubmersible franchissant le chenal est du Couesnon. Le paysage retrouve ainsi toute sa dimension maritime. Sur la période 2014-2020, une campagne de communication internationale destinée aux touristes de 21 pays étrangers a également été financée.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'opération de restauration du caractère maritime de la baie du Mont-Saint-Michel favorise le développement durable de la région et la coopération entre plusieurs régions ou départements. Cette opération emblématique a bénéficié du soutien de l'Union européenne, par le biais du Fonds européen de développement régional (FEDER). Ce fonds cofinance notamment des projets d'aménagement du territoire en faveur de la préservation du capital naturel et culturel européens.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
 - enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Coût total du projet : 33,4 millions d'euros, dont 30 % du FEDER
- Construction d'un pont passerelle d'environ 756 mètres de long et d'une nouvelle digue d'environ 1089 mètres de long

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.



Louvre-Lens, nouvelle histoire de l'art

L'histoire d'une réussite ou quand l'art devient un pôle d'attractivité culturel, touristique et économique dans une région en crise

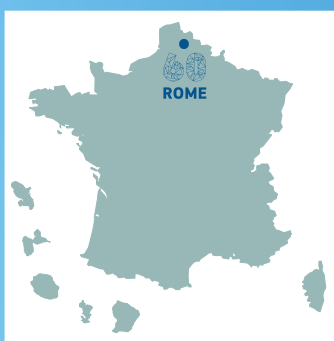
Le projet du Louvre-Lens est né de la volonté d'associer le prestigieux musée national du Louvre à l'une des villes les plus durement frappées par la reconversion industrielle et la récession économique, la ville de Lens, ancienne cité minière du Pas-de-Calais inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco. Avec près d'un million de visiteurs l'année de son ouverture, le Louvre-Lens est devenu un pôle culturel pour l'ensemble de la région Hauts-de-France et un facteur de développement économique et touristique. Symbole de l'accès à la culture pour tous, il permet à la population locale d'accéder à l'art et aux plus grandes œuvres, tout en attirant des flux touristiques nouveaux dans la région.

Un deuxième Louvre

Le Louvre-Lens permet de découvrir ou redécouvrir les œuvres du musée du Louvre dans un bâtiment contemporain à l'architecture transparente, ouverte sur le paysage. Ce «deuxième Louvre» accueille des œuvres issues des collections du Louvre sur 6 000 ans d'histoire de l'art, renouvelées régulièrement, ainsi que des expositions temporaires de niveau national ou international. Il fait appel aux technologies les plus récentes de l'information et de la communication.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Ce nouveau musée a vu le jour grâce aux importants cofinancements européens, aux côtés de ceux des autorités locales et nationales. C'est l'un des principaux projets d'envergure financés en France par le Fonds européen de développement régional (FEDER), démontrant l'implication de l'Union européenne dans le développement économique local et le rayonnement culturel.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France :
 - enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Coût total du projet : 150 millions d'euros dont 25 % du FEDER
- 150 salariés au Louvre Lens et 200 emplois créés dans les secteurs touristique, commerçant et hôtelier
- 1 million de visiteurs atteint 13 mois après son ouverture le 4 décembre 2012

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.



Le cinéma européen célébré

Chaque année le Prix LUX met à l'honneur le film européen et apporte un soutien à la diffusion et à la promotion

Toni Erdmann (2016), *Mustang* (2015), *Alabama Monroe* (2013) et *Welcome* (2009), autant de films européens lauréats du prix LUX qui ont remporté un large succès. Chaque année, le Prix LUX est décerné à un long métrage qui remplit les critères du volet MEDIA d'Europe créative. Il illustre la diversité des traditions cinématographiques européennes et met en lumière le processus d'intégration européenne. Le prix LUX favorise la distribution des trois films finalistes en prenant en charge les sous-titres dans les 24 langues officielles de l'Union européenne.

Mention spéciale du public

Depuis 2007, ce prix est décerné par le Parlement européen qui œuvre activement à la promotion de la diversité culturelle et linguistique conformément à la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Tous les ans, lors des LUX Film Days organisés simultanément dans plusieurs villes d'Europe, les citoyens européens assistent aux projections des trois films finalistes et décernent une mention spéciale du public.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le programme Europe créative soutient les actions présentant une valeur ajoutée européenne dans les secteurs culturels et créatifs. Il vise à sauvegarder et promouvoir la diversité culturelle et linguistique et le patrimoine culturel de l'Europe. MEDIA d'Europe Créative apporte un soutien au développement, à la distribution et à la promotion du secteur audiovisuel européen. Il aide à l'exploitation de nouvelles technologies, au lancement de projets à dimension européenne et à l'exportation des films et produits audiovisuels européens.



CHIFFRES CLES

- Europe créative :
 - enveloppe de 1,46 milliards d'euros pour 2014-2020 dont environ 800 millions d'euros pour le volet MEDIA
- L'industrie culturelle et créative représente 5 % du PIB de l'Union européenne (près de 800 milliards d'euros) et génère environ 14 millions d'emplois
- Le volet MEDIA s'étend aux 28 États membres de l'Union européenne ainsi qu'à l'Albanie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande, la Norvège, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

Relais Culture Europe en France : [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun.

60
ROME



60 belles histoires



Marseille capitale européenne de la culture

Marseille-Provence 2013 continue de métamorphoser le paysage culturel urbain et l'image de la ville

Capitale européenne de la culture, Marseille-Provence 2013 (MP 2013) a mis en lumière toute la richesse, la vitalité, le potentiel et la créativité de son territoire avec 950 projets artistiques très diversifiés. 1 élève du département sur 2 ont été impliqués, 3 habitants sur 4 ont participé à au moins 1 événement, 50 % se sont rendus au Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM). Les expositions-phares ont drainé près de 6 millions de visiteurs. L'impact économique est évalué à près de 500 millions d'euros, avec plus de 2 500 emplois créés ou conservés.

Le MuCem, l'un des musées les plus visités au monde

Le territoire profite d'équipements et d'aménagements nouveaux : 10 lieux emblématiques dédiés à la culture ont été inaugurés en 2013. Symbole de cette réussite, le MuCEM est entré dans le cercle des 50 musées les plus visités du monde. Surtout, Marseille et la Provence y ont gagné une nouvelle image, dans laquelle la culture est un élément du dynamisme local. Et l'aventure ne s'arrête pas là : les acteurs de MP 2013 se mobilisent à nouveau et mettront en œuvre entre février et août 2018 une saison culturelle participative et populaire intitulée [MP 2018, Quel amour !](#)

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le titre emblématique de capitale européenne de la culture a été lancé en 1985 sous l'impulsion de Mélina Mercouri et de Jack Lang dans le but de rapprocher les citoyens européens. Chaque année, au terme d'une compétition intense, l'Union européenne décerne ce label tant convoité à deux villes. Pour les villes lauréates, c'est la perspective de devenir pendant une année entière, un lieu de concentration de l'excellence culturelle européenne.



CHIFFRES CLES

- Budget total du projet : 98 millions d'euros dont 2,8 millions d'euros de l'UE
- Plus de 10 millions de visiteurs, 2 millions de touristes supplémentaires par rapport à l'année précédente, la clientèle étrangère a augmenté de 17 %
- 950 projets artistiques sur 97 communes, dont 40 % hors de Marseille.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



Bibliothèque européenne numérique

53 millions d'objets culturels et scientifiques européens numérisés
et accessibles à tous dans Europeana

L'ensemble des collections numérisées de la Bibliothèque nationale de France, de l'Institut national de l'audiovisuel, de la British Library à Londres, du Rijksmuseum à Amsterdam et de tous les musées de France sont accessibles dans Europeana. Lancée en 2008, la bibliothèque numérique européenne donne accès à plus de 53 millions d'objets numériques issus de plus de 3 300 institutions européennes : bibliothèques, archives, musées et fonds audiovisuels. Ces collections permettent d'explorer l'histoire de l'Europe, de l'Antiquité à nos jours.

Réponse aux géants américains du numérique

Créée à l'initiative de la France, Europeana met à disposition de tous, et dans toutes les langues de l'Europe, le patrimoine culturel et scientifique européen. Elle offre une réponse aux défis posés par les géants américains du numérique. Europeana s'attache à offrir au grand public des entrées thématiques pour la consultation des collections. La musique, les arts visuels, les arts du spectacle et les sciences sociales sont mis en lumière par ces collections thématiques. En 2016, les 28 Etats membres ont participé à «Europeana 280», une grande exposition virtuelle de dix œuvres d'art majeures par pays.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'Union européenne contribue au développement d'Europeana depuis sa création, notamment par un soutien à la numérisation des contenus patrimoniaux. Le financement européen de la bibliothèque numérique Europeana est apporté par le volet télécom du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. La diversité et la richesse du patrimoine culturel commun sont ainsi accessibles à tous les citoyens en un clic.



CHIFFRES CLES

- Mécanisme pour l'interconnexion en Europe – Volet Télécom :
- enveloppe de 1,04 milliard d'euros pour 2014-2020
- Budget total d'Europeana : 6 millions d'euros
- 53 millions d'objets culturels numérisés issus de plus de 3 300 organisations

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union a pour but de promouvoir la paix,
ses valeurs et le bien-être de ses peuples.



Génération Erasmus

Erasmus fête ses 30 ans.

Un million de Français a profité de ce programme de mobilité en Europe

Comment Erasmus+ a changé la vie de Florian, élève de Bac pro

Florian était en baccalauréat professionnel lorsqu'il a effectué, sa période de formation à Dublin (Irlande), pendant quatre semaines. Enchanté par son séjour et cette expérience professionnelle et humaine, Florian souhaite maintenant préparer une licence d'anglais appliqué, avant de repartir. Ce stage à l'étranger, intégré à son cursus, a été valorisé pour l'obtention de son baccalauréat professionnel !

Erasmus+ s'adresse à un public large

Lancé en 1987 à l'intention des étudiants, le programme Erasmus, devenu Erasmus+ en 2014, a bénéficié à plus d'un million de personnes au départ de la France depuis sa création. Aujourd'hui, Erasmus+ s'adresse à un public large : étudiants, élèves des lycées professionnels, apprentis et demandeurs d'emploi, élèves de la maternelle au lycée, enseignants ou professionnels de l'éducation des adultes. Le programme finance des projets de mobilité en Europe avec un budget de plus de 16 milliards d'euros pour 2014-2020. Il se décline en plusieurs volets : éducation, formation, jeunesse et sport.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Incarnation de l'esprit de paix et de coopération de l'Union européenne, Erasmus+ ne favorise pas seulement les échanges culturels et linguistiques entre les peuples européens. Il améliore surtout les compétences et l'insertion professionnelle des jeunes. Ainsi, il est prouvé que ceux qui ont participé au programme Erasmus+ sont moitié moins touchés par le chômage, un an après leur mobilité, que les autres.



CHIFFRES CLES

- Programme ERASMUS+ :
 - enveloppe de 16 milliards d'euros pour 2014-2020
soit 1,5 % du budget de l'Union européenne
- 1 million de bénéficiaires en France depuis 1987

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union combat l'exclusion sociale et les discriminations,
et promeut la justice et la protection sociales.

60
ROME



60 belles histoires



Déclic pour l'avenir

Le service volontaire européen aide les jeunes en difficulté
à reprendre confiance et à gagner en compétences

10 jeunes décrocheurs scolaires de 18 à 25 ans issus des quartiers prioritaires de la ville ont bénéficié d'un service volontaire européen de deux semaines au Maroc initié par le Point information jeunesse de la commune de Frontignan (Hérault) et ses partenaires : mission locale d'insertion, éducateurs de prévention spécialisée, relais famille.

Des expériences interculturelles enrichissantes

Cette expérience a porté sur l'interculturalité, la protection de l'environnement et les techniques audiovisuelles. Le partenaire local «Surfrider foundation Maroc», a initié les jeunes aux problématiques environnementales du littoral marocain, dans la ville d'Imssouane de la province d'Agadir. Le groupe de jeunes s'est initié aux techniques audiovisuelles, afin de réaliser des films courts pour rendre compte de leur expérience et de leurs actions pendant ce séjour de découverte d'une autre culture.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le programme européen « Erasmus+ Jeunesse » appuie des milliers de projets de mobilité des jeunes de 18 à 30 ans. Créé en 1996, le service volontaire européen offre à des jeunes en difficulté une expérience de mobilité et d'engagement à l'étranger dans des secteurs non lucratifs. L'objectif est de leur redonner confiance pour reprendre une formation ou trouver un emploi, par l'acquisition de compétences sociales et professionnelles nécessaires à l'insertion socio-professionnelle. L'outil européen Youthpass valorise les compétences développées avec la remise d'un certificat individuel pour les jeunes qui en font la demande.



CHIFFRES CLES

- « Erasmus+ Jeunesse » : 13,2 millions d'euros en 2016 pour la France
- Service Volontaire Européen : expérience de 2 semaines à 12 mois pour des jeunes de 17 à 30 ans en difficulté
- Déclic pour mon avenir : budget alloué par l'Agence Erasmus + France Jeunesse & Sport : 9 260 d'euros pour 10 jeunes

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)



60 belles histoires



Une pratique pas classique

La Philharmonie de Paris pilote des orchestres composés d'enfants de quartiers sensibles.
La culture est un vecteur essentiel de cohésion sociale et d'intégration

En 2016, trois nouveaux orchestres composés de 300 enfants de 7 à 12 ans ont été créés sur les territoires de Paris et des communautés d'agglomération Plaine Commune et Est Ensemble dans le cadre du projet Démos (dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale). Démos est un projet de démocratisation culturelle centré sur la pratique musicale. Initié et coordonné par la Philharmonie de Paris, il est destiné à des enfants n'ayant jamais eu de pratique musicale pour des raisons économiques, sociales ou culturelles. Il cible les quartiers de la politique de la ville et les zones rurales insuffisamment dotées en institutions culturelles.

30 orchestres en France

Démos a pour but d'enrichir le parcours éducatif des enfants, de contribuer à leur bonne insertion sociale et de lutter contre le décrochage scolaire. Ce projet réunit les acteurs de la culture et du champ social. Il s'inscrit dans un mouvement national de réflexion sur la pédagogie collective de la musique classique et sur l'élargissement des publics. La Philharmonie accompagne aujourd'hui une trentaine d'orchestres en France dont dix en Ile-de-France.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La Philharmonie de Paris bénéficie d'un soutien du Fonds social européen (FSE) pour Démos. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique régionale de l'Union européenne. La réduction du décrochage chez les jeunes est une priorité de l'UE en proposant des parcours d'éducation originaux et adéquats.



CHIFFRES CLES

- Le FSE en France :
- enveloppe de 6 milliards d'euros pour 2014-2020
- Démos : Budget total d'environ 550 000 euros en 2016 dont 50 % du FSE
- 300 enfants accompagnés en 2016

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



Réseau des Écoles
de la 2^e Chance
en France

Profiter d'une deuxième chance

L'École de la deuxième chance accompagne les jeunes sans diplôme vers l'emploi et la formation

Comment aider les jeunes en décrochage scolaire à s'insérer dans un parcours professionnel ? En 2003, la région Midi-Pyrénées a lancé une « École de la deuxième chance » pour aider des jeunes âgés de 18 à 30 ans, sans emploi et ayant quitté l'école sans diplôme, à trouver leur place sur le marché du travail. Cofinancé par le Fonds social européen (FSE), le projet les encourage à porter un nouveau regard sur leur situation professionnelle et sociale en leur proposant un parcours d'insertion.

Chaque élève est soutenu par un coach

Les jeunes alternent école et stage en entreprise. Tout au long de la formation, chaque élève est soutenu de façon individualisée par un coach. Leur motivation est essentielle pour faire de leur passage dans cette école un succès. Depuis sa création, l'école a soutenu 1 500 jeunes et collaboré avec 1 000 entreprises. Elle a aussi permis à 7 élèves sur 10 d'accéder à un emploi ou à une formation qualifiante. L'E2C Midi-Pyrénées fait partie du réseau des École de la deuxième chance présentes sur l'ensemble du territoire français.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Les École de la deuxième chance sont cofinancées par le Fonds social européen (FSE) qui soutient les projets d'accompagnement vers la formation et l'emploi des citoyens européens. L'insertion professionnelle des jeunes est une priorité de l'Union européenne. D'autres dispositifs y participent, comme l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) créée en 2014.



CHIFFRES CLES

- Le FSE en France : une enveloppe de 6 milliards d'euros pour 2014-2020
- Budget total de l'E2C Midi-Pyrénées depuis 2003 :
- 21,2 millions d'euros, dont 29 % du FSE
- 7 élèves sur 10 de l'école accèdent à un emploi ou une formation qualifiante à la sortie

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

60
ROME



60 belles histoires



L'extradition accélérée

Le mandat d'arrêt européen facilite les poursuites pénales et la lutte contre la criminalité au sein de l'Union européenne

En mai 2014, le principal suspect des attentats du musée juif de Bruxelles, le Français Medhi Nemmouche, a été remis à la Belgique, sur la base d'un mandat d'arrêt européen après son interpellation à Marseille. Il sera jugé prochainement pour assassinats en relation avec une entreprise terroriste. Salah Abdelslam, mis en cause dans les attentats de novembre 2015 en France, a quant à lui été remis par la Belgique à la France en moins de deux mois. Il avait en revanche fallu plus de 10 ans de procédures pour que le Royaume-Uni accepte l'extradition en France de Rachid Ramdah, l'un des auteurs de l'attentat du RER Saint Michel, en 1995.

Des coopérations judiciaires plus efficaces

Le mandat d'arrêt européen facilite la coopération judiciaire entre les Etats membres de l'Union européenne. Il permet qu'une personne recherchée par la justice d'un État membre lui soit remise en moins de trois mois par les autorités d'un autre État membre. Il remplace ainsi les longues procédures judiciaires d'extradition. Lorsqu'une personne est recherchée par la justice d'un État membre, pour une infraction ou l'exécution d'une peine, un mandat d'arrêt européen est diffusé, le plus souvent via le système d'information Schengen.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le mandat d'arrêt européen, qui repose sur le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires, est opérationnel dans tous les pays de l'Union européenne ainsi qu'au Liechtenstein. Institué en 2002, ce mécanisme constitue une première étape concrète majeure de la coopération judiciaire européenne. La construction de l'espace judiciaire européen se poursuit par la mise en place d'un parquet européen compétent pour la protection des intérêts financiers de l'Union.



CHIFFRES CLES

- Grâce au mandat d'arrêt européen, en 2015, en France :
 - 696 personnes ont été arrêtées et 455 remises aux autorités d'un État membre
 - 150 personnes ont fait l'objet de poursuites judiciaires et 129 ont été effectivement remises aux autorités françaises

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté,
de sécurité et de justice sans frontières intérieures.

60
ROME



60 belles histoires



S'unir contre le crime

Les équipes communes d'enquêtes permettent de mutualiser moyens humains, matériels et juridiques pour faire face aux crimes sans frontières

À la suite des attentats du 13 novembre 2015, la France et la Belgique ont établi une équipe commune d'enquête. Les enquêteurs français ont ainsi pu assister aux auditions en Belgique de Salah Abdeslam, poursuivi pour des faits de terrorisme, et avoir un accès rapide à toutes les informations collectées par leurs collègues belges. Les équipes communes d'enquête (ECE) offrent la possibilité à au moins deux États membres de l'Union européenne de concevoir une stratégie commune d'enquête concernant un réseau criminel agissant dans ces pays.

Lancer des actions concertées

Cet outil, plus souple que les commissions rogatoires internationales, permet de mutualiser les moyens humains, matériels et juridiques, de partager en temps réel des informations, d'exécuter de façon concertée des interpellations, des auditions, des perquisitions et des saisies. Outil juridique d'origine européenne, l'ECE associe aujourd'hui des pays hors de l'Union européenne, notamment dans son voisinage, afin de lutter entre autres contre la criminalité organisée transfrontalière et le terrorisme.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Alors que le crime organisé et le terrorisme ne connaissent pas de frontières, les équipes communes d'enquête, créées par l'Union européenne en 2002, favorisent une coopération plus étroite et plus souple entre les autorités nationales. L'agence européenne de coopération judiciaire (Eurojust) est un interlocuteur privilégié pour faciliter la création d'équipes communes d'enquête bilatérales et multilatérales et offre un soutien financier et logistique à leur mise en œuvre pour renforcer la sécurité des citoyens européens



CHIFFRES CLES

- Participation des autorités françaises à 125 ECE depuis 2004, ont 48 avec la Belgique, 31 avec l'Espagne et 21 avec le Royaume-Uni.
- Les enquêtes concernent principalement les trafics de stupéfiants, les escroqueries en bande organisée et la lutte contre le terrorisme

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures.

60
ROME



60 belles histoires



Policiers sans frontières

Brigades et commissariats européens ou la police version Erasmus pour assurer la sécurité des citoyens européens

Déployées à l'occasion d'évènements, tels que la grande braderie de Lille, les fêtes de Nîmes ou le Tour de France, ou pour assurer la sécurité dans des lieux très touristiques, comme le château de Versailles, les brigades et commissariats européens sont des opérations de police conjointes entre au moins deux États membres de l'Union européenne. Par ce dispositif d'échange, des personnels de police étrangers, interviennent dans un autre pays européen pour des périodes variant de quelques jours à deux mois, principalement en été.

Sécurité des touristes étrangers

L'objectif est la prévention, l'accueil et la sécurité des touristes et résidents étrangers de passage. La présence d'agents parlant leur langue facilite les démarches administratives et les dépôts de plainte. Le dispositif, basé sur une entente directe entre les pays concernés, est efficace et rapide à mettre en œuvre. Il est opérationnel en France depuis 2009 et constitue aussi une opportunité pour les agents impliqués d'échanger les bonnes pratiques des forces de l'ordre de leurs pays respectifs.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La mise en place des brigades et commissariats européens dont le nombre ne cesse de croître ces dernières années, concrétise la coopération policière européenne. Cette initiative permet de lutter contre la criminalité. Elle participe ainsi pleinement au développement d'un espace de sécurité commun, au bénéfice de l'ensemble des citoyens européens.



CHIFFRES CLES

- Nombre de policiers européens accueillis en France :
- 76 agents en 2009, 184 prévus en 2017
- Nombre d'agents français envoyés dans un État membre :
- 11 en 2009, 31 en 2016

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice [...] en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration [...].

60
ROME



60 belles histoires



Les frontières de l'UE renforcées

L'Union européenne se dote d'un corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes pour mieux protéger ses frontières extérieures

Pour faire face à la crise migratoire et des réfugiés, l'Europe s'est dotée d'un corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes disposant de capacités accrues de surveillance et d'intervention aux frontières extérieures de l'Union. Cette agence européenne des frontières, « Frontex », voit ses compétences élargies pour mettre en œuvre des opérations de retour de migrants en situation irrégulière et pour développer des coopérations avec des pays tiers dans le plein respect des droits des migrants. Des mécanismes sont en place afin d'assurer le plein respect des droits des migrants.

1300 personnels déployés

L'Agence mène des évaluations de la vulnérabilité des frontières extérieures des États membres. Lorsqu'elle constate des déficiences, elle intervient à leur demande. Actuellement, plus de 1 300 personnels sont déployés en Grèce, en Bulgarie, en Italie ou dans des opérations en mer. En cas de crise grave, l'agence peut mobiliser une réserve d'intervention rapide de 1 500 agents auxquels les États membres peuvent faire appel. La France met régulièrement à disposition de l'agence des moyens navals et aériens de surveillance maritime. Elle contribue aussi à la réserve d'urgence à hauteur de 170 agents.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La création du corps de garde-frontières s'inscrit dans l'agenda européen en matière de migrations. L'un de ses objectifs vise à rendre les contrôles aux frontières plus efficaces et systématiques. A cette fin, le « système d'information Schengen (SIS II) » est accessible à la police, aux services migratoires et aux autorités judiciaires pour garantir la sécurité intérieure au sein de l'espace Schengen (22 États membres de l'Union européenne et 4 pays associés).



CHIFFRES CLES

- 1300 personnels déployés aux frontières extérieures dont 700 en Grèce
- Réserve d'urgence de 1 500 agents
- En 2016, la France a déployé 811 experts via Frontex

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

60
ROME



60 belles
histoires



Le gardien des côtes méditerranéennes

Le patrouilleur « Jean-François Deniau » assure la fonction de garde-côtes en Méditerranée et participe aux opérations FRONTEX

Construit à Boulogne-sur-Mer et basé à la Seyne-sur-Mer, le patrouilleur « Jean-François Deniau » effectue des missions de surveillance sur la façade méditerranéenne dans le cadre de la protection des frontières de l'espace Schengen. Mis en service en 2015 et équipé d'appareils de détection modernes, le patrouilleur dispose de caractéristiques spécifiques pour l'accueil à bord de personnes recueillies dans des missions de sauvetage ou arrêtées lors d'opérations de lutte contre l'immigration illégale.

Espace dédié aux naufragés

Le navire possède un espace protégé dédié à l'accueil de naufragés (environ 40 personnes), ainsi que d'une plate-forme extérieure permettant d'augmenter sa capacité d'emport de personnes pour un transit vers un port de débarquement. L'acquisition de ce navire permet d'améliorer la capacité des garde-côtes à exécuter leurs missions de surveillance et de contrôle.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Cofinancé par l'Union européenne, ce navire contribue à la mise en place du système européen de surveillance des frontières extérieures et au réseau permanent de patrouilles aux frontières maritimes méridionales de l'UE. Il est régulièrement mis à contribution dans des missions coordonnées par l'Agence européenne de garde-côtes et garde-frontières (FRONTEX). Ces missions visent à endiguer l'immigration clandestine et à lutter contre les activités criminelles transfrontalières (opération Triton).



CHIFFRES CLES

- Le Fonds asile, migration et intégration (FAMI) en France :
 - 467,6 millions d'euros pour 2014-2020
- Patrouilleur : budget de 12,2 millions d'euros dont 75 % de l'UE
- 60 jours de mission Frontex en 2015 et 2016
- 1 salle dédiée à l'accueil de naufragés :
 - plusieurs centaines de migrants sauvés en mer en 2016

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



Accueillir dignement les demandeurs d'asile

L'Union européenne et la France se mobilisent pour faciliter l'intégration des demandeurs d'asile

Depuis 2014 et sous le pilotage de l'État, l'Union européenne participe au financement du dispositif d'hébergement des demandeurs d'asile grâce au Fonds asile, migration et intégration (FAMI).

Conformément aux engagements internationaux de la France, cette action permet d'assurer l'hébergement temporaire des demandeurs d'asile en besoin de protection internationale. Accueillis dans différents sites gérés par Adoma, opérateur partenaire de l'État, ils bénéficient des meilleures conditions matérielles d'accueil.

Promouvoir l'autonomie

L'hébergement est associé à une prestation d'accompagnement incluant les volets administratif (aide au dossier de demande d'asile), sanitaire (accès aux soins, promotion de la santé) et social (scolarisation des enfants, initiation à la vie en France), pendant la durée d'instruction de la demande d'asile. Des équipes qualifiées accompagnent les demandeurs dans leurs démarches d'insertion. Leur accès aux droits sociaux, leur autonomie et leur intégration sont ainsi facilités.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le soutien du FAMI permet de créer des conditions matérielles d'accueil dignes pour les demandeurs d'asile. Cette action contribue au développement d'une politique commune en matière d'asile et d'immigration et à une gestion efficace des flux migratoires dans l'Union européenne.



CHIFFRES CLES

- Le FAMI en France : enveloppe de 467,6 millions d'euros pour 2014-2020
- Pour 2014-2016 :
 - Budget total du projet : 8,6 millions d'euros dont 50 % du FAMI
 - 1 434 places d'hébergement cofinancées
 - 6 500 personnes accompagnées

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



Réinstaller durablement les réfugiés

L'Union européenne et la France se mobilisent
pour l'accueil des réfugiés vulnérables fuyant des zones de conflit

Face à la crise migratoire, les pays européens ont accru leurs efforts d'accueil de réfugiés syriens dans le cadre du programme européen de réinstallation. Après avoir accueilli un millier de Syriens en 2014/2015, la France prévoit d'accueillir environ 10 000 personnes en provenance principalement de Jordanie, du Liban et de Turquie, dans le respect d'engagements nationaux et européens. À cette fin, elle y organise régulièrement des missions pour identifier les bénéficiaires de ce programme.

Accompagnement socio-culturel

La réinstallation est une des solutions durables, (avec le rapatriement volontaire et l'intégration sur place), préconisées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la communauté internationale. Il s'agit d'identifier des réfugiés en besoin de protection dans un pays de premier asile, où ils ne peuvent pas rester de manière durable et de les accueillir dans un pays tiers qui leur offre un statut permettant un séjour permanent sur son territoire. À leur arrivée en France, des opérateurs spécialisés dans l'accompagnement des réfugiés vulnérables les accueillent dans un logement pérenne adapté à leurs besoins, et assurent leur accompagnement socio-culturel pendant un an pour une intégration rapide.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La réinstallation contribue à une réponse solidaire et humanitaire face au conflit en Syrie, grâce aux efforts d'accueil fournis par les États membres de l'Union européenne. Le programme européen de réinstallation participe au développement d'une politique commune en matière d'asile et d'immigration et à une gestion efficace des flux migratoires au niveau de l'Union.



CHIFFRES CLES

- Le Fonds asile, migration et intégration (FAMI) en France :
 - 467,6 millions d'euros pour 2014-2020
- Budget total du projet : 47 millions d'euros dont 85 % du FAMI
- Au 31 janvier 2017 :
 - 3 658 réfugiés syriens ont été sélectionnés dont 1 784 depuis le Liban, 1 200 depuis la Turquie et 666 depuis la Jordanie.
 - 1 275 ont été réinstallés en France.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



Une ambition européenne

Qwant, moteur de recherche hautement performant et sécurisé,
se présente comme une alternative à Google en Europe

Combinaison du mot français « quantique » et du mot « want » en anglais, Qwant est un moteur européen de recherche sur Internet lancé en 2013. Hautement performant, respectueux de la vie privée de ses utilisateurs, comme de la neutralité des résultats de recherche, Qwant est dépourvu de traçage (pas de cookies), de publicité et de produits marchands.

Qwant Junior, Qwant Music...

La vocation de Qwant est de présenter une alternative européenne au géant américain Google par une offre crédible de moteur de recherche sur internet. En 2015, Qwant Junior, outil de recherche sécurisé sans contenus violents et pornographiques, a été lancé pour les moins de 13 ans. Qwant Music a été développé en 2016. La Banque européenne d'investissement, suivie de la Caisse des dépôts et consignations, ont financé la start-up Qwant qui ambitionne de devenir un leader européen du numérique.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Avec un soutien à hauteur de 25 millions d'euros octroyé à Qwant en octobre 2015, la BEI contribue à faire émerger une start-up européenne sur le marché très concurrentiel de l'Internet. Ce soutien est possible grâce au dispositif «InnovFin», appuyé par le programme de recherche européen Horizon 2020 ; par ce biais, des entreprises européennes bénéficient de plus de 24 milliards d'euros de prêts et d'investissements d'ici à 2020. Ce dispositif répond aux priorités de l'Union européenne en faveur de l'innovation et de la croissance.



CHIFFRES CLES

- Horizon 2020 :
 - 80 milliards d'euros pour 2014-2020 ;
la France a déjà obtenu plus de 10 % des financements octroyés
 - Les scientifiques français ont participé à 12 500 projets
et obtenu 12 % des financements entre 2007-2013
- Qwant : prêt de la BEI de 25 millions d'euros ;
près de 30 millions de visites mensuelles

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) et [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

Tout citoyen a le droit de participer à la vie démocratique de l'Union. Les décisions sont prises aussi ouvertement et aussi près que possible des citoyens.

60
ROME



60 belles histoires



Jumelages, réseau d'une Europe citoyenne

Les jumelages entre communes tissent un réseau qui met les citoyens au cœur du projet européen

Des échanges sur les territoires ruraux entre Meyssac et Bettenhausen (Suisse), 7 villes invitées à Estaires pour parler de l'accueil des migrants, des débats et expositions sur l'Europe entre Essey-les-Nancy et Brigachtal (Allemagne), un dialogue sur l'environnement avec les anglais du Somerset à Neug-sur-Beuvron, des rencontres sur le vivre ensemble du réseau des villes citoyennes d'Europe à Saint-Alban : autant de projets portés par des communes jumelées grâce au programme « L'Europe pour les citoyens ».

A la rencontre des autres

Les jumelages recouvrent des formes variées depuis des échanges entre deux communes, jusqu'à la constitution de réseaux géographiques ou thématiques. Et pas seulement dans les grandes villes. Par exemple, 28 villages d'Europe se sont rassemblés pour construire ensemble la « Charte des communes rurales d'Europe », mettant l'accent sur la qualité de vie. La devise de la Charte est « People meet people » (« À la rencontre des autres »).

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le programme « L'Europe pour les citoyens » encourage les citoyens européens à jouer un rôle plus important dans le développement de l'Union. Outre les jumelages, il soutient aussi des projets de la société civile et des initiatives permettant d'entretenir la mémoire européenne. La diversité des candidatures éligibles – ONG, autorités locales, établissements d'enseignement, réseaux de volontaires – contribue à forger le message d'une citoyenneté européenne fondée sur des droits : circuler, séjourner, travailler et étudier dans tous les États membres, voter et être éligible aux élections municipales et européennes dans l'Etat où l'on réside.



CHIFFRES CLES

- Europe pour les citoyens : budget de 215 millions d'euros pour 2007-2013 et de 185 millions pour 2014-2020
- 7 millions de participants directs entre 2007-2013
- 78 millions d'euros consacrés aux jumelages entre 2007-2013 ; 25 000 villes impliquées avec la constitution de 350 réseaux de villes autour de problématiques communes

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :
L'Union combat l'exclusion sociale et les discriminations
et promeut l'égalité entre les femmes et les hommes.

60
ROME



60 belles histoires



Youth Women Win

Accompagner des jeunes femmes dans leur projet entrepreneurial

Les jeunes femmes du secteur culturel et artisanal des départements d'outre-mer souffrent d'un taux de chômage plus important que la moyenne et peinent à développer leur projet professionnel de manière pérenne. Partant de ce constat, le projet Youth Women Win accompagne dans l'aventure entrepreneuriale des jeunes femmes sans emploi, en difficulté économique et avec un faible niveau de formation.

Bonnes pratiques pour l'entrepreneuriat féminin

Trois partenaires transnationaux : Arrimage Good'îles France (Guadeloupe), Groupe One Belgique (Bruxelles, Wallonie) et l'ONG C for C Madagascar (Antanarivo et Antsirabe) échangent et collaborent pour soutenir le projet professionnel de jeunes femmes entrepreneurs. La force de ce partenariat repose sur la mise en réseau des compétences, le transfert d'innovation et l'échange de bonnes pratiques. Les outils pratiques créés – guide référentiel, mallette pédagogique pour accompagner l'entrepreneuriat féminin – sont diffusés auprès d'autres organisations institutionnelles et associatives européennes.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'Agence Erasmus+ France Jeunesse & Sport, spécialisée dans l'éducation non formelle et le suivi des publics fragiles, soutient des centaines de projets de ce type. Développer la coopération entre acteurs de la jeunesse, associations et collectivités locales dans l'Union européenne et au-delà permet d'échanger des pratiques innovantes et d'obtenir des résultats durables. Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes est non seulement un objectif de l'Union mais également un moteur de croissance économique.



CHIFFRES CLES

- « Erasmus+ Jeunesse » : 13,2 millions d'euros en 2016 pour la France
- Youth Women Win :
 - budget alloué par l'Agence Erasmus + France Jeunesse & Sport : 189 304 euros pour 120 professionnels de jeunesse de 8 pays euro-méditerranéens

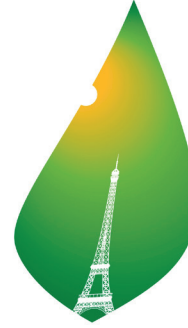
Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#), [ici](#) et [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée.



60 belles histoires



UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE

L'accord de Paris sur le climat

L'Europe est leader dans la lutte contre le changement climatique

La Conférence de Paris sur le climat (COP 21) s'est achevée en décembre 2015 par un succès sans précédent. Pour la première fois, 195 pays ont trouvé un consensus pour limiter le dérèglement climatique dans les prochaines décennies. L'Accord de Paris est :

- universel : il s'appliquera à tous les États ;
- ambitieux : limiter bien en dessous de 2 °C le réchauffement planétaire, en visant à terme 1,5 °C ;
- juste : soutenir les pays en développement pour s'adapter aux impacts du changement climatique ;
- solidaire : 100 milliards de dollars par an débloqués par les pays développés d'ici à 2020 ;
- dynamique : révision à la hausse tous les 5 ans des engagements de chaque pays en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Mobilisation des acteurs de la société civile

La COP 21 a été marquée par la mobilisation d'acteurs non étatiques au sein de plus de 70 coalitions afin de renforcer l'action climatique. Plus de 10 000 acteurs au niveau mondial s'engagent pour la lutte contre le climat.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'Union européenne exerce un leadership sur la scène climatique internationale. Elle est exemplaire dans la mise en œuvre de ses engagements et du soutien qu'elle apporte aux pays en développement : financements, renforcement des capacités, transferts technologiques. Le changement climatique est une priorité de l'action européenne qui y consacre 20 % de son budget pour la période 2014-2020.



CHIFFRES CLES

- Objectifs européens :
 - au moins 20 % de réduction d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 et au moins 40 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990
- 20 % du budget de l'UE orientés vers la lutte contre le changement climatique pour la période 2014-2020

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 *belles histoires*



Éliminer les déchets marins

Soucieuse d'améliorer la qualité des mers et des océans, l'Union européenne prend des mesures pour réduire les déchets plastiques

Les déchets marins, flottants à la surface, dans l'eau, déposés sur les fonds ou encore échoués, causent de nombreux dommages écologiques. La faune marine (mammifères marins, tortues marines, oiseaux marins, poissons, plancton) est victime d'étouffements et d'occlusions intestinales. Ces déchets, en particulier les micro-plastiques, peuvent concentrer un nombre important de polluants.

Des impacts écologiques... et économiques

En France, 1 300 tonnes de déchets sont retrouvées sur le littoral chaque année. La limitation des déchets plastiques nécessite l'implication de tous les citoyens. A cette fin, des associations mènent des campagnes de sensibilisation auprès du grand public. Les déchets ont aussi des impacts économiques négatifs importants : coûts des opérations de nettoyage des voies navigables et des littoraux, atteintes à la sécurité de la navigation, baisse des activités touristiques et de la pêche. Des mesures nationales ont été prises pour lutter contre la pollution par les déchets, telle que l'interdiction des sacs plastiques jetables depuis le 1^{er} juillet 2016, de la vaisselle jetable et des cotons tiges en plastique en 2020 ou encore des microbilles de plastique contenues dans les cosmétiques dès 2018.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La pollution ne connaît pas de frontière ; c'est la raison pour laquelle la protection de l'environnement est une politique européenne majeure. La lutte contre les déchets plastiques est une priorité. Ainsi, une directive-cadre de 2008 impose à tous les États membres de prendre des mesures pour lutter contre les déchets marins et atteindre un bon état écologique de leurs eaux littorales et marines à l'horizon 2020.



CHIFFRES CLES

- 81 000 tonnes de déchets sauvages en France en 2015, soit 8 tours Eiffel, 6 400 tonnes charriées par les cours d'eau et 1 300 tonnes retrouvées sur le littoral.
- 75 % des déchets marins sont des déchets plastiques
- Coût de la pollution liée aux déchets plastiques au niveau mondial :
- 13 milliards de dollars par an.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 belles histoires



La recherche européenne promue

L'UE finance les meilleurs chercheurs depuis 10 ans, garde ses « cerveaux »
et fait avancer la connaissance

Comprendre quel type de signal musical est capable de déclencher une émotion cérébrale... Ce projet n'est pas financé par un producteur de musique, mais par l'Union européenne à travers son programme de bourses du Conseil européen de la recherche (ERC). Qu'ils soient intéressés par les nanoparticules, la nature du cosmos, les origines de la Terre, les évolutions institutionnelles et sociales en Afrique du nord, les implants osseux... le point commun de ces chercheurs est d'avoir obtenu un financement européen pour leurs recherches grâce à l'ERC.

Des bourses de 2 millions d'euros

L'ERC finance l'excellence scientifique à la frontière des connaissances. C'est un programme scientifique dédié à la recherche exploratoire, susceptible de révolutionner les approches traditionnelles et les méthodes admises. Réservés aux meilleurs, avec le projet de les garder ou de les attirer en Europe, ces financements peuvent atteindre 2 millions d'euros. La bourse permet aux chercheurs et à leur équipe de travailler en toute indépendance et dans les meilleures conditions pendant une période de 5 années.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Afin d'attirer les meilleurs chercheurs du monde entier, l'ERC est ouvert sans critère de nationalité mais avec l'obligation de mener les recherches dans l'Union européenne. Ces recherches au niveau le plus élevé se prolongent ensuite dans d'autres projets, souvent à l'échelle européenne et en collaboration avec des entreprises. Trois lauréats de la bourse ERC sont particulièrement célèbres en France : le Prix Nobel d'économie Jean Tirole, le mathématicien –médaille Fields– Artur Avila et le Prix Nobel de physique Serge Haroche.



CHIFFRES CLES

- Budget total : 13,1 milliards d'euros pour la période 2014-2020
- Près d'un millier de chercheurs lauréats en France depuis 2007
- Parmi tous les lauréats européens de la bourse ERC, 6 ont obtenu le Prix Nobel et 3 la médaille Fields

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



60 belles histoires



Depuis l'espace, la Terre protégée

Le programme spatial Copernicus évalue les contraintes environnementales de la Terre et prévient les risques

Grâce à l'Europe, un programme de surveillance de l'environnement, largement fondé sur des observations spatiales, est utilisé tous les jours pour évaluer la qualité de l'air, suivre l'évolution des cultures ou aider à prévenir les catastrophes. Plusieurs programmes d'observation de la Terre, développés par l'Agence spatiale européenne, avaient démontré que l'utilisation de mesures spatiales combinées avec des données au sol permet d'assurer des services de surveillance environnementale dans des domaines très variés : agriculture, forêts, transports, urbanisation, océans, ressources naturelles.

De nouveaux services à destination des citoyens

La grande réussite du programme Copernicus, créé en 1998, a été de lancer en parallèle la fabrication des satellites nécessaires, les Sentinelles, avec l'Agence spatiale européenne, et la réalisation des services utilisant leurs données, grâce aux programmes européens de recherche. Aujourd'hui, les services de base sont en place à destination des autorités publiques et des collectivités territoriales. L'effort porte maintenant sur le développement d'applications au service des citoyens.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Seule l'Union européenne est capable de débloquer le budget et les synergies nécessaires au développement du programme Copernicus. Avec ce programme, les États membres mutualisent leurs efforts dans le domaine de l'observation de la Terre. La France contribue à hauteur de 1,5 milliards d'euros jusqu'en 2020, soit 17 % de la dépense totale du programme, et accède à l'ensemble des services procurés par cette infrastructure stratégique.



CHIFFRES CLES

- Budget total de Copernicus :
- 8,4 milliards d'euros, dont 4,3 milliards pour 2014-2020
- Le programme prévoit le lancement de 16 satellites, dont 5 déjà en place.
- 4 000 milliards de données produites par jour.

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement.



La centrale biomasse à Cacao

Produire de l'électricité à partir de résidus de bois, une initiative gagnante en Guyane Française

La future centrale de production d'électricité par la biomasse, à Cacao en Guyane française, sera mise en service en 2019. Elle produira près de 4,5 % de l'électricité consommée en Guyane et évitera l'émission de plus de 28 000 tonnes de CO2 par année. Une société privée (Voltalia) exploitera cette centrale pendant 25 ans à un coût compétitif afin de mettre fin progressivement au recours aux énergies thermiques fossiles.

Assurer la stabilité du réseau électrique guyanais

La centrale biomasse de Cacao produit de l'électricité par la combustion de résidus de bois. En s'associant à l'Office national des forêts et à des scieries, cette centrale va valoriser des résidus de bois normalement perdus issus de l'exploitation forestière, du déboisement à vocation agricole et des déchets de scieries. La centrale produira une électricité en continu, favorisant ainsi la stabilité du réseau électrique et participant à l'indépendance énergétique de la Guyane.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le développement de la filière biomasse consolide les filières agricoles et forestières et soutient l'activité économique et le tissu industriel en Guyane. Comme des centaines de projets en France, cette initiative bénéficie du soutien financier de l'Union européenne grâce au Fonds européen de développement régional (FEDER). Principal instrument de la politique régionale européenne, le FEDER finance des infrastructures innovantes en faveur de l'environnement et du climat.



CHIFFRES CLES

- Budget total du projet : 58,5 millions d'euros dont 6,5% de FEDER
- Caractéristiques du projet
 - Puissance de 5.7 MW
 - Production : 39 015 MWh/an d'électricité renouvelable, endogène et compétitive
 - Création de 40 emplois directs ou indirects

LIEN : Communiqué de presse de Voltalia : [ici](#)



60 belles histoires



natura 2000

EUROPEAN COMMISSION NATURE AND BIODIVERSITY NEWSLETTER

Natura 2000 : le réseau d'espaces naturels le plus vaste du monde

Depuis 25 ans, l'Union européenne œuvre pour la protection de la faune et de la flore sauvage

Depuis 1992, le réseau Natura 2000 constitue un ensemble de sites naturels terrestres et marins sur tout le territoire de l'Union européenne. L'objectif de la désignation d'un site Natura 2000 est double : préserver la biodiversité et le patrimoine naturel et prendre en compte les exigences économiques, sociales et culturelles et les particularités régionales.

Enjeux écologiques et gouvernance des territoires

Le réseau Natura 2000 couvre 27 500 sites en Europe. La France en compte 1 768, soit 12,8 % des surfaces terrestres et 11,2 % des espaces marins. Ces sites sont des espaces identifiés pour maintenir un bon état de conservation de milieux et d'espèces animales et végétales, où sont réalisées des activités d'entretien, de restauration ou de réhabilitation : zones humides, milieux aquatiques, forêts, landes, friches, espaces littoraux. Les activités humaines sont possibles, sous réserve d'être compatibles avec ces objectifs.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le réseau Natura 2000 est fondé sur les directives européennes Oiseaux (1979) et Habitats (1992) qui recensent les espèces et habitats les plus vulnérables afin de leur faire bénéficier de mesures de conservation. Le réseau bénéficie à hauteur de 40 % de financements des fonds européens et du programme Life+. Le maillage des sites sur l'ensemble du territoire de l'UE garantit une politique cohérente de préservation de la biodiversité, indispensable pour en assurer l'efficacité.



CHIFFRES CLES

- Natura 2000 dans l'Union européenne : 18 % de la surface terrestre et 6 % de la surface marine
- Natura 2000 bénéficie de financements à hauteur de 2,1 milliards d'euros du programme Life+ 2014-2020
- En France, 150 millions d'euros par an ont été mobilisés pour financer les actions du réseaux Natura 2000 sur la période 2007 - 2013 ainsi que des financements en provenance des fonds européens pour le développement rural (FEADER) et régional (FEDER) et pour la pêche (FEAMP).

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union « œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur [...] un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. »



Préservation du rôle des genêts

Un éventail d'actions mises en œuvre pour protéger ce migrateur fragile

Le rôle des genêts, oiseau migrateur caractéristique des prairies naturelles des plaines alluviales, est une espèce menacée de disparition. Présent dans 34 pays d'Europe, ses effectifs ont fortement diminué à partir des années 1980, en partie à cause de pratiques agricoles modifiant substantiellement son habitat. C'est pourquoi plusieurs initiatives de conservation de l'espèce ont été engagées, notamment en France où 90 % des effectifs a disparu en 40 ans.

Une population en sursis nécessitant la poursuite des efforts

Pour enrayer la chute des effectifs, plusieurs plans d'actions nationaux et européens ont été mis en place, par exemple en France et en Slovaquie, afin de mobiliser les acteurs locaux, notamment du monde agricole. Des zones de protection spéciales ont été créées et les techniques agricoles de fauche ont été adaptées pour tenter de sauvegarder l'espèce. Certaines mesures de protection mises en œuvre entre 2011 et 2015 ont été efficaces, même si elles doivent encore être prolongées pour améliorer le bilan global.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Les financements européens apportés par le programme Life+ pour la préservation du rôle des genêts, comme de nombreuses autres espèces protégées, s'inscrivent dans des plans d'action nationaux. Les mesures déployées s'appuient sur le réseau européen de préservation de la biodiversité Natura 2000. Les pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement au plan local bénéficient également de financements européens.



CHIFFRES CLES

- Programme LIFE+ : Une enveloppe de 3,4 milliards d'euros pour l'UE en 2014-2020 ; plus de 350 projets financés en France depuis 1993
- Projet Life+ Rôle des genêts : 1,2 million d'euros cofinancés à 50 % par l'Union européenne
- Plans nationaux d'actions : 1,3 million d'euros (hors mesures agro-environnementales)
- Évolution de la population nationale des rôles mâles chanteurs : environ 1 200 en 1998 et 350 en 2012

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)



La Réunion, à la pointe de la recherche et de l'innovation

Un plateau technologique de haut niveau basé à la Réunion,
abrite une intense activité de recherche et développement dans le secteur biomédical

Le groupement d'intérêt public GIP-CYROI (Cyclotron Réunion Océan Indien) gère depuis 2008 un plateau technologique d'une superficie de 5000 m², à disposition des entreprises et laboratoires publics de la Réunion et de l'océan Indien. Ceux-ci y développent des programmes de recherche et d'innovation dans les domaines de la santé (détection des cancers, recherche sur les maladies infectieuses ou métaboliques) et de la biodiversité.

De la recherche biomédicale à l'accueil de jeunes entreprises

CYROI abrite 4 types d'activités :

- 1- la production d'outils de détection précoce des cancers (radiotraceurs)
- 2- la recherche fondamentale sur les maladies (infectieuses et métaboliques) et sur la biodiversité terrestre et marine
- 3- le soutien à l'innovation en sciences du vivant, avec l'accueil de jeunes entreprises au sein d'une pépinière d'entreprises
- 4- et enfin une activité de formation et de coopération scientifique avec les pays de l'océan Indien.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

La plateforme CYROI a bénéficié d'un soutien de l'Union européenne, par le biais du Fonds européen de développement régional (FEDER), qui cofinance notamment des initiatives dans les domaines de la recherche et de l'innovation. CYROI répond à des ambitions régionales fortes et participe à l'attractivité et la visibilité scientifique de la Réunion au niveau international. Cette plateforme offre également aux jeunes scientifiques les moyens techniques et financiers pour développer leur activité professionnelle sur place.



CHIFFRES CLES

- Le FEDER en France : Une enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
 - Coût total du CYROI : 40 millions d'euros dont 60 % sont financés par l'Union européenne
 - 15 programmes de recherche en cours
 - Une capacité d'accueil de 150 chercheurs sur un plateau technique de 5000 m²
- Pour en savoir plus, rendez-vous [ICI](#)



60
ROME



60 belles
histoires



HandiFly Euro Challenge

Le parachutisme, l'ascensionnel et le vol en soufflerie
pour les personnes en situation de handicap moteur prennent leur envol

À Lille, durant la semaine européenne du sport 2016, 36 équipes de 13 nations se sont réunies pour une première mondiale. Le HandiFly, c'est cette capacité nouvelle qui s'offre aux personnes à mobilité réduite d'accéder au rêve d'Icare : voler. En chute-libre tandem, en chariot sous voile, ou encore en solo dans une soufflerie. Entre innovations et partage, pas seulement une compétition, le HFEC ouvre une nouvelle ère d'inclusion sociale.

Lorsque l'on ne peut plus marcher, on peut encore voler ...

Pilote du projet, la Fédération Française de Parachutisme n'imaginait pas l'impact potentiel du HandiFly. Elle espérait trouver des relais en Europe. Finalement, c'est dans le monde entier que l'engouement s'est disséminé. Un réseau international s'est organisé en vue d'une seconde édition du challenge programmé en 2017 à Minsk (Biélorussie). Très vite, les médias ont diffusé les images fortes que génèrent ces nouvelles formes de pratique. Début 2017, la Fédération Aéronautique Internationale a intégré la pratique handi dans ses activités officielles.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Ce projet de développement étalé sur un an, dont l'évènement de Lille fut le point d'orgue, a bénéficié d'un co-financement de l'Union européenne, par le biais du dispositif Erasmus+ Sport, qui soutient notamment les partenariats collaboratifs et les manifestations européennes à but non lucratif. En France, tous les groupements sportifs, dont les fédérations agréées du Ministère des sports, peuvent bénéficier d'un soutien Erasmus+Sport pour développer des projets d'échanges en matière sportive.



CHIFFRES CLES

- Erasmus+ Sport en Europe : enveloppe de près de 38 millions d'euros par an sur 2014-2020
- Coût total du projet : 278 000 d'euros dont 70 % d'Erasmus+ Sport
- HFEC de Lille : 262 participants dont 53 personnes handicapées ; 307 sauts d'avion, 50 vols en ascensionnel, 128 vols en soufflerie

Pour en savoir plus, rendez-vous [ICI](#) et [ICI](#)

Film version longue : [ICI](#) version courte : [ICI](#)



60 belles histoires



Des terroirs protégés par l'Europe

Le miel de Corse fait partie des 100 AOP agroalimentaires en France

Mele di Corsica, le miel de Corse, est l'aboutissement du savoir-faire traditionnel des apiculteurs de l'île qui déplacent leurs ruches de la mer vers la montagne au fil des saisons, produisant une gamme de six miels, tous différents dans leur couleur et leurs saveurs. Appellation d'origine contrôlée (AOC) depuis 1998 et d'origine protégée (AOP) depuis 2000, le miel de Corse est reconnu « miel de terroir » et sa qualité est défendue par le Syndicat AOC Miel de Corse.

La protection de la filière apicole corse

Ancrée dans les traditions de l'île, l'apiculture s'est développée jusqu'à l'obtention du label français AOC, puis d'un AOP. Inspirée par la politique française de valorisation des produits agricoles, le label européen AOP existe depuis 1992. Il garantit que le miel a été butiné par des abeilles d'écotype corse, sur une végétation spécifique sauvage, naturelle et endémique, et récolté selon une méthode perpétuée et améliorée par les apiculteurs alliant technicité et adaptation au terroir. La qualité des miels et des ruches est contrôlée régulièrement en laboratoire et par des commissions de dégustations.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

L'Appellation d'origine protégée permet aux producteurs du miel de Corse d'accentuer la notoriété de leurs produits, de moderniser leur activité, et de mettre en place une station de sélection et de multiplication des abeilles. Les consommateurs sont eux garantis d'acheter un produit typique et de qualité, l'AOP étant un outil de valorisation du travail des producteurs et une protection contre les usurpations ou les imitations. La pérennisation de la filière apicole corse est assurée par le soutien financier du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).



CHIFFRES CLES

- Le FEADER en France :
 - Une enveloppe de 11,3 milliards d'euros pour 2014-2020
 - Une enveloppe de 85,6 millions d'euros pour la Corse
- 626 AOP agroalimentaires en Europe dont 100 en France (telles que le Brie de Meaux, les lentilles vertes du Puy, les olives de Nîmes...)
- 119 apiculteurs habilités à produire du miel en AOP Miel de Corse (2017)

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#)

Traité sur l'Union européenne :

L'Union œuvre pour une économie sociale de marché, hautement compétitive qui tend au plein emploi et au progrès social



60 belles histoires



Erfolg ohne Grenzen ou réussir sans frontière !

Une coopération franco-allemande interrégionale favorise les échanges d'apprentis

Lancé en janvier 2016, le projet « Réussir sans Frontière » favorise les échanges de jeunes apprentis entre la France et l'Allemagne et sensibilise les entrepreneurs à la qualité des formations de part et d'autre de la frontière. Issu d'un accord entre le conseil régional d'Alsace et les régions de Bade Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat, ce projet, porté par 33 partenaires, vise à faciliter l'accès des jeunes au marché du travail dans le Rhin supérieur.

Un dispositif qui bénéficie à tous

L'échange d'apprentis dans cette région correspond à une réelle demande de la part des entreprises qui ont des difficultés à trouver des jeunes techniciens. Il s'est principalement développé dans le secteur agricole, les métiers de l'eau et du paysage. Les apprentis participant à ce projet sont confrontés à un univers entrepreneurial et culturel différent et enrichissent ainsi leur parcours professionnel. Le projet valorise aussi la qualité de l'enseignement et des diplômes dispensés dans les deux pays. Le site internet recense les offres disponibles et des conseils pratiques.

Valeur ajoutée de l'Union européenne

Le projet « Réussir sans Frontière » tire parti de la suppression des frontières dans l'UE pour favoriser l'émergence d'un marché de l'emploi transfrontalier. Il s'inscrit dans le cadre du programme transfrontalier Interreg-Rhin supérieur qui vise à promouvoir la coopération entre ces régions situées au carrefour de la France, de l'Allemagne et de la Suisse, et ce, dans tous les domaines, de l'emploi au développement durable. Ce projet a bénéficié d'un soutien financier du Fonds européen de développement régional (FEDER) et de 8 co-financeurs français et allemands.).



CHIFFRES CLES

- Plan d'investissement pour l'Europe :
 - Enveloppe de 8,4 milliards d'euros pour 2014-2020
- Interreg Rhin supérieur :
 - Enveloppe globale de 110 millions d'euros pour 2014-2020
- Budget total du projet : 4 millions d'euros dont 50% de FEDER
- 150 apprentis formés à l'année grâce à ce dispositif (tous secteurs confondus)
- Niveaux concernés : Bac pro, BTS

Pour en savoir plus, rendez-vous [ici](#) ou [ici](#)